



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2012-2013

CH,MW/vg

P.V. ENFPS 09  
P.V. FJEC 07

**Commission de l'Education nationale, de la Formation  
professionnelle et des Sports**

et

**Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Egalité des  
chances**

**Procès-verbal de la réunion du 22 janvier 2013**

Ordre du jour :

Mise en œuvre du plan d'encadrement périscolaire (en exécution du règlement grand-ducal du 16 mars 2012)

\*

Présents : M. Claude Adam, M. André Bauler, M. Eugène Berger, M. Fernand Diederich, M. Emile Eicher, M. Ben Fayot, M. Claude Haagen, M. Fernand Kartheiser, M. Gilles Roth, M. Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, M. Serge Wilmes, membres de la Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

Mme Diane Adehm remplaçant Mme Tessy Scholtes, Mme Sylvie Andrigh-Duval, Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Eugène Berger, Mme Claudia Dall'Agnol, Mme Josée Lorsché, M. Paul-Henri Meyers, M. Roger Negri remplaçant M. Georges Engel, M. Jean-Paul Schaaf, membres de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Egalité des chances

M. Marcel Oberweis, observateur

Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Michel Lanners, du Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

M. Manuel Achten, du Ministère de la Famille

Mme Christiane Huberty, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Jean Colombera, M. Georges Engel, M. Claude Meisch, M. Roland Schreiner, membres de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Egalité des chances

\*

Présidence : M. Ben Fayot, Président de la Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports  
M. Jean-Paul Schaaf, Président de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Egalité des chances

\*

### **Mise en œuvre du plan d'encadrement périscolaire (en exécution du règlement grand-ducal du 16 mars 2012)**

#### • **Présentation**

Rappelons, en introduction, que la collaboration entre les écoles fondamentales et les structures d'accueil (maisons relais et foyers du jour) est inscrite dans la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental. En effet, les missions des deux institutions se complètent : la manière dont un enfant met à profit son temps en dehors des heures de classe est importante pour sa réussite scolaire, l'épanouissement de sa personnalité et son apprentissage de la vie sociale.

En 2009 a été créé un groupe de travail interministériel *ad hoc* qui regroupe des représentants du Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle et du Ministère de la Famille et de l'Intégration.

C'est dans ce contexte que s'inscrit le règlement grand-ducal du 16 mars 2012 portant a) exécution de l'article 16 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, relatif à l'encadrement périscolaire, b) modification du règlement grand-ducal du 17 décembre 2010 concernant l'assurance accident dans le cadre de l'enseignement précoce, préscolaire, scolaire et universitaire<sup>1</sup>. Ayant pour objet la collaboration entre les écoles fondamentales et les structures d'accueil, ce règlement grand-ducal introduit l'obligation pour les communes de présenter chaque année, ensemble avec l'organisation scolaire, un plan d'encadrement périscolaire (ci-après : PEP) qui couvre toutes les activités offertes aux enfants dans la commune : activités culturelles et sportives, activités d'apprentissage (cf. études surveillées, aide aux devoirs à domicile), restauration, accueil avant et après les heures de classe.

Afin d'accompagner les communes dans la préparation des PEP, les deux ministères susmentionnés publieront sous peu un vade-mecum intitulé *Plan d'encadrement périscolaire (PEP) – Leitfaden und Empfehlungen zur Umsetzung des PEP*. Ce guide, repris à l'annexe 1 du présent procès-verbal, pourra être consulté sur les sites respectifs des deux ministères ([www.men.lu](http://www.men.lu), [www.mfi.public.lu](http://www.mfi.public.lu)). Parallèlement sera organisée, au cours des semaines à venir, une campagne d'information dans les différentes régions du pays.

A l'aide d'un document *PowerPoint* (cf. annexe 2), l'expert gouvernemental présente le nouvel instrument du PEP.

---

<sup>1</sup> Ce règlement grand-ducal peut être consulté à l'adresse suivante :  
<http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2012/0059/a059.pdf#page=2>

Cette présentation

- rappelle le cadre légal et politique dans lequel s'inscrit l'initiative du PEP (p. 2) ;
- évoque les principes fondamentaux qui se trouvent à l'origine et à la base du PEP (p. 3) ;
- définit les concepts de « site », d'« éducation » (notamment éducation formelle et non formelle) et de « temps » tels qu'ils sont utilisés en relation avec le PEP (p. 4-6) ;  
A préciser dans ce contexte qu'il a été retenu de considérer le facteur du temps comme principe servant à structurer l'organisation de l'éducation de l'enfant et de l'encadrement qui y est lié. L'éducation formelle a notamment lieu à l'école dont la fréquentation est obligatoire et gratuite. Par contre, le temps passé dans des structures d'accueil est plutôt consacré à l'éducation non formelle. La fréquentation de ces structures est tributaire de la décision des parents, donc volontaire, et elle est liée à une participation financière des parents (cf. chèques-service accueil).
- esquisse les lignes directrices devant présider à l'élaboration du PEP (acteurs concernés (p. 7), démarche fondée sur la prise en compte de la situation existante en termes d'offres et de besoins (p. 8), prestations à prévoir (p. 9), processus d'élaboration du PEP (p. 10)) ;
- présente trois modèles en vue de la mise en œuvre du PEP, à savoir :
  - o un modèle de base pouvant être mis en place dans une première phase, afin d'assurer la transition vers la nouvelle approche (p. 12-13),
  - o un modèle misant sur une collaboration renforcée et, par là, sur un échange régulier et formalisé du personnel respectif de l'école et de la maison relais (p. 14-15),
  - o un modèle préconisant un encadrement global des enfants dans une optique de journée continue (p. 16-19). A noter que ce dernier modèle ne saurait être imposé aux parents, de sorte qu'une commune qui opte pour ce dernier doit proposer en parallèle un modèle alternatif, plus « traditionnel ».

Pour de plus amples renseignements, il est renvoyé à la présentation reprise à l'annexe du présent procès-verbal.

### • **Echange de vues**

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir succinctement les éléments suivants :

- En matière de devoirs à domicile, il est établi une distinction entre deux prestations : les études surveillées (« Hausaufgabenbetreuung ») et l'aide aux devoirs à domicile (« Hausaufgabenhilfe ») (cf. p. 21 de la présentation annexée).

En principe, l'enseignant est censé concevoir les devoirs à domicile de telle sorte que l'élève soit à même de les faire en autonomie, sans l'aide d'autrui. A cet effet, il convient d'établir une différenciation en fonction des compétences et du stade de développement de chaque élève.

Il est évident que pour faire convenablement ses devoirs à domicile, l'élève doit disposer d'un cadre adéquat. A cet effet sont proposées les études surveillées qui relèvent de la responsabilité de la maison relais. L'élève se voit ainsi offrir un cadre favorable, lui permettant de faire ses devoirs en autonomie, dans des conditions de calme et avec une surveillance et un soutien minimal.

Si toutefois l'enseignant constate qu'un élève a des difficultés à accomplir de façon autonome les tâches imposées, cet élève peut bénéficier d'une aide aux devoirs à domicile.

Il s'agit d'un encadrement didactique qui relève du champ d'application de l'enseignement fondamental et qui peut être presté sous forme d'appui pédagogique. A préciser qu'en vertu de l'article 4 de la loi modifiée précitée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, la tâche normale des instituteurs comprend désormais 54 heures annuelles d'appui pédagogique.

Cette aide aux devoirs à domicile est destinée à tous les enfants chez lesquels un besoin afférent a été constaté, indépendamment du fait qu'ils fréquentent des structures d'accueil ou non.

- En matière d'infrastructures, il se pose la question de savoir si, en cas de disponibilité et d'un commun accord entre le personnel enseignant et le personnel des structures d'accueil, les infrastructures existantes de l'école fondamentale peuvent être occupées par les groupes d'enfants des maisons relais sans qu'une nouvelle procédure prévue par le commodo/incommodo devra être parcourue.

En réponse, il est confirmé que du moment qu'une autorisation d'exploitation a été accordée en relation avec l'enseignement, il n'est pas prévu de définir de nouveaux critères en vue de l'exploitation de la même infrastructure dans le contexte de l'encadrement périscolaire. Il existe en effet la volonté politique de favoriser une utilisation efficace et efficiente des infrastructures en place. Le Ministère de la Famille et de l'Intégration doit toutefois être informé d'une telle utilisation commune, et une demande en vue d'une autorisation d'exploitation est à introduire auprès de l'ITM (Inspection du travail et des mines).

Néanmoins, il ne faut pas perdre de vue que d'un point de vue pédagogique, il n'est guère bénéfique pour l'enfant de passer une journée entière dans une seule et même infrastructure.

- A souligner que les trois modèles de PEP proposés sont à géométrie variable. Il appartient à chaque commune de décider des modalités concrètes.

Si le samedi a été intégré au schéma servant à visualiser le premier modèle (p. 13 de la présentation annexée), c'est pour tenir compte du fait que dans quelques communes fonctionnent encore des cours le samedi matin.

Au demeurant, s'il est vrai que des enfants fréquentent aussi les structures d'accueil pendant les vacances scolaires, le modèle d'organisation de ces semaines ne doit cependant pas être documenté dans le cadre du PEP. Il n'est de toute façon pas souhaitable que la maison relais devienne une sorte de « deuxième école ». Il importe en effet pour les enfants de pouvoir aussi se consacrer à des activités de loisir.

- Il est constaté que par l'approche du PEP, il peut être tenu compte des mutations profondes en matière de structures familiales. Par ailleurs, dans le contexte de l'hétérogénéité croissante de la population, ce modèle contribue à favoriser l'intégration des enfants aux origines très diverses.

Y sont toutefois liés des questionnements en matière de financement, surtout si l'on veut favoriser la concentration, sur un même campus, de l'école fondamentale, des structures de l'éducation précoce, de la maison relais, ainsi que d'autres activités périscolaires. Ne faudrait-il pas, dans ce contexte, uniformiser les critères de subventionnement étatique pour les écoles fondamentales et pour les maisons relais ?

Au sujet de la notion de « site », il est précisé qu'elle n'est pas forcément à comprendre dans une acception spatiale. Ainsi, l'école fondamentale et la maison relais qui sont considérées comme formant un site ne doivent pas nécessairement se trouver dans un seul et même endroit, c'est-à-dire sur un même campus.

Comme signalé ci-dessus, pour élaborer le PEP, les différentes communes sont censées partir de la situation telle qu'elle se présente sur le terrain. Elles ne sont donc nullement tenues de faire table rase de l'existant.

Dans le cas où les différentes infrastructures ne se trouvent pas sur un même campus, il doit être clairement indiqué dans le PEP quel acteur est responsable à quel moment de la journée pour assurer le transfert des enfants d'une structure à l'autre.

- Si les associations figurent parmi les acteurs concernés représentés à la page 7 de la présentation, il n'est cependant pas prévu, dans un premier temps, de les faire participer activement au processus d'élaboration du PEP (p. 10). De fait, le PEP vise essentiellement à renforcer et à structurer la collaboration entre l'école fondamentale et les maisons relais. Etant donné que la vie associative relève du domaine de l'éducation non formelle, la concertation avec les associations est plutôt du ressort de la maison relais, tandis qu'elle concerne beaucoup moins l'école.

En relation avec la LASEP, il est précisé que ses services sont gratuits. Les questions relatives au lien entre structure d'accueil et vie associative, et notamment la problématique du transport qui se pose dans ce contexte, doivent être réglées au niveau des communes, de concert avec les associations, selon des critères de faisabilité pratique et financière.

- Il est constaté que plusieurs projets-pilotes, qui sont en cours dans différentes communes du pays, visent à assurer la promotion du sport en accueillant des jeunes dans des infrastructures sportives en combinaison avec des maisons relais. A cet effet ont été engagés des intervenants afin d'assurer un encadrement professionnel des enfants. Il se pose ainsi la question de l'opportunité d'impliquer également le Département ministériel des sports dans la problématique de l'encadrement périscolaire.

En réponse, comme mentionné ci-dessus, il y a lieu de souligner que les communes sont invitées à partir de la situation existante. Il convient de respecter à chaque fois le contexte local et les initiatives en place, en vue de mettre à profit des dynamiques locales existantes, favorisant d'ores et déjà une vaste collaboration. Si toutes les communes sont désormais tenues d'élaborer un PEP, il ne saurait être toutefois question de généraliser les initiatives locales.

- En ce qui concerne en général les prestations à offrir dans le cadre du PEP, on souligne l'importance de prévoir aussi bien des moments de repos pour les enfants que des temps consacrés à des activités physiques et sportives.

- Il est fait valoir qu'il est primordial d'assurer la cohérence entre les différentes activités qui rythment la journée des enfants, activités dont les unes relèvent de l'école et les autres de la structure d'accueil. Afin d'éviter le compartimentage entre les différents types d'activités, il est indispensable d'assurer une concertation renforcée et une collaboration optimale entre le personnel respectif de l'école et de la maison relais. Dans cette optique, il serait idéal que tous ces intervenants forment une seule et même équipe pédagogique. Or, force est de constater qu'en vertu du premier modèle proposé, les deux types de personnel sont censés intervenir exclusivement dans leur domaine respectif (cf. p. 12 de la présentation annexée).

Il se pose ainsi la question de savoir s'il ne serait pas utile de disposer d'un responsable commun qui assure l'organisation et qui tranche en cas de désaccord entre les différents types d'intervenants. Cela semble d'autant plus opportun qu'au niveau de l'organisation politique, les deux domaines – enseignement et accueil socio-éducatif – relèvent de deux ministères différents.

De fait, si le système semble clair et net d'un point de vue théorique, dans la pratique, la collaboration entre les deux structures différentes est moins évidente.

Les représentants gouvernementaux donnent à penser que la mise en œuvre du PEP implique la nécessité d'une collaboration renforcée entre des professions présentant des profils différents. Il s'agit toujours d'un exercice délicat, quel que soit par ailleurs le système de l'organisation politique. La collaboration entre des intervenants relevant de différents statuts et dont les conditions de rémunération et les temps de travail légaux divergent n'est

en effet pas dénuée de sources de conflits potentiels. Si elle fonctionne à satisfaction dans certains endroits, elle s'avère plus problématique dans d'autres.

Voilà pourquoi ont été élaborés plusieurs modèles en vue du PEP, étant entendu que le premier correspond au minimum obligatoire. Les deux autres modèles, qui vont plus loin, peuvent être mis en place progressivement, en fonction du contexte local. Ces deux modèles visent à favoriser un échange entre les différents intervenants autour d'un concept commun qui constitue ainsi la base de la collaboration.

En tout état de cause, dans tous les modèles proposés, la distinction entre le temps consacré à l'éducation formelle et celui dédié à l'éducation non formelle permet de définir clairement les responsabilités à tout moment de la journée.

- Le projet de loi 6410 portant modification de la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse et les projets de règlements grand-ducaux afférents visent à introduire un système d'assurance-qualité dans les services d'éducation et d'accueil. Le projet de loi prévoit ainsi l'institution d'agents régionaux « enfance et jeunesse » qui effectuent un monitoring de la qualité éducative des services d'accueil et d'éducation pour enfants. En même temps, les structures d'accueil sont tenues d'élaborer un plan de formation continue pour le personnel.

- Afin de garantir une certaine cohérence formelle, les communes se verront mettre à disposition, fin février 2013, un modèle de formulaire en vue de l'élaboration du PEP. Ce formulaire pourra aussi être téléchargé, à partir du 1<sup>er</sup> mars 2013, à partir des sites respectifs des deux ministères concernés (cf. *supra*).

Il sera en outre proposé un modèle pour un accord de collaboration qui devra être conclu pour permettre un transfert des ressources humaines entre les écoles et les maisons relais, étant donné que le personnel des deux entités relève de deux employeurs différents.

Il est par ailleurs évident que lorsqu'un salarié engagé auprès de la maison relais intervient dans le cadre de l'école, il relève de la supervision pédagogique et didactique (« Fachaufsicht ») de l'inspecteur, tandis qu'un enseignant qui intervient dans la maison relais relève de celle du chargé de direction de cette dernière. Il serait au demeurant souhaitable que ces échanges de ressources humaines entre les deux entités soient équilibrés.

- En termes de calendrier, les communes sont tenues d'établir leur premier PEP pour la rentrée scolaire 2013-2014. Comme l'organisation scolaire doit être finalisée pour le mois de mai, il serait idéal que le PEP soit prêt en même temps.

En relation avec la campagne d'information mentionnée en introduction, il est précisé que des réunions d'information organisées par les deux ministères concernés et par le SYVICOL auront lieu, au cours des semaines à venir, à Hosingen, à Dudelange, à Oberanven et à Mamer.

- Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration informe que lors de la réunion de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances du mardi 29 janvier 2013, à 9 heures, sera présenté le *Rahmenplan zur non-formalen Bildung im Kindes- und Jugendalter*.

Luxembourg, le 28 janvier 2013

La Secrétaire de la Commission de  
l'Éducation nationale, de la Formation  
professionnelle et des Sports,

Le Président de la Commission de  
l'Éducation nationale, de la Formation  
professionnelle et des Sports,

Le Président de la Commission de la Famille,  
de la Jeunesse et de l'Égalité des chances,  
Jean-Paul Schaaf

Annexes :

1. *Plan d'encadrement périscolaire (PEP) – Leitfaden und Empfehlungen zur Umsetzung des PEP*
2. Présentation *PowerPoint* « Plan d'Encadrement Périscolaire (PEP) – Règlement grand-ducal du 16 mars 2012 »



# PLAN D'ENCADREMENT PÉRISCOLAIRE - PEP

Leitfaden und Empfehlungen  
zur Umsetzung des PEP



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Famille et de l'Intégration



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de l'Éducation nationale  
et de la Formation professionnelle



# PLAN D'ENCADREMENT PÉRISCOLAIRE - PEP

Leitfaden und Empfehlungen  
zur Umsetzung des *PEP*



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Famille et de l'Intégration



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de l'Éducation nationale  
et de la Formation professionnelle



# Inhaltsverzeichnis



Vorwort .....	7
<b>1. Pädagogische Orientierung.....</b>	<b>9</b>
1.1. Bildung, Erziehung, Betreuung: ein gemeinsamer Auftrag.....	9
1.2. Die gesetzlichen und strukturellen Rahmenbedingungen.....	11
<b>2. Die organisatorische Umsetzung des Plan d'encadrement périscolaire (PEP) .....</b>	<b>13</b>
2.1. Räumliche und zeitliche Organisation .....	13
2.2. Die Organisation der Zusammenarbeit zwischen Schule und non-formaler Bildungseinrichtung .....	14
2.3. Die Entwicklung und Einreichungsprozeduren eines PEP .....	16
<b>3. Mögliche Modelle und Weiterentwicklung .....</b>	<b>18</b>
3.1 Implementierung des PEP für eine Übergangsphase (PEP- Einstiegsversion).....	18
3.2. Implementierung des PEP auf der Grundlage einer verstärkten Zusammenarbeit.....	19
3.3. Implementierung des PEP in Form einer pauschalen Ganztagsbetreuung .....	22
<b>4. Praktische Hinweise .....</b>	<b>25</b>
4.1. Zugang zu Dokumentationsquellen, kulturellen und sonstigen Angeboten .....	25
4.2. Hausaufgabenbetreuung und Hausaufgabenhilfe .....	26
4.3. Die Gestaltung des Tagesablaufes.....	27
<b>Anhang .....</b>	<b>28</b>



Sehr geehrte Damen und Herren,

am 28. März 2012 wurde die großherzogliche Verordnung über das Erstellen eines *Plan d'encadrement périscolaire (PEP)* gemäß Artikel 16 des Schulgesetzes vom 6. Februar 2009 veröffentlicht. Die Gemeinden, die Schulen und die Verantwortlichen der non-formalen Bildungseinrichtungen werden hier aufgefordert, ab September 2013 für das Schuljahr 2013-2014 ihren ersten *PEP* aufzustellen.

Dieser Plan ist ein Instrument, das es uns erlauben wird, unser gemeinsames Ziel zu erreichen, nämlich den uns anvertrauten Kindern ein ganzheitliches und kohärentes Bildungs-, Betreuungs- und Erziehungsangebot zu gewährleisten.

Außerschulische Förderangebote, sportliche und kulturelle Aktivitäten die allen Kindern zugänglich sind, vergrößern die Chancen einer erfolgreichen Schullaufbahn und fördern die soziale Kohäsion. Ein qualitativ hochwertiges Betreuungs- und Bildungsangebot entlastet zudem die Familien im Alltag, unterstützt die Eltern in ihren Erziehungsaufgaben und trägt zu einer besseren Entwicklung der Kinder bei.

Bestehende Angebote, sowie neue Initiativen der Zusammenarbeit zwischen Schule und non-formaler Bildungseinrichtung sollen in den *PEP* einfließen.

Die vorliegende Broschüre erläutert den Verordnungstext und gibt praktische Hinweise in Bezug auf die Erstellung und die Umsetzung des *PEP*.

Wir hoffen sehr, dass diese Publikation Anregungen und Impulse für die Entwicklung eines qualitativ hochwertigen Angebotes gibt und wünschen viel Erfolg bei der Umsetzung.

Marie-Josée JACOBS

Mady DELVAUX-STEHRÉS

Ministerin für Familie  
und Integration

Ministerin für Erziehung  
und Berufsausbildung





# 1.

## Pädagogische Orientierung

### 1.1. Bildung, Erziehung, Betreuung: Ein gemeinsamer Auftrag



Das Bild vom Kind, als kompetentes Individuum mit seiner einzigartigen Bildungs-Biografie ist der Ausgangspunkt für die Auswahl und die Gestaltung von Lernumgebungen. Kinder sind kulturelle und soziale Wesen<sup>1</sup>, die sich als Teil sozialer Systeme im aktiven Dialog mit anderen Menschen entwickeln. Lernen wird so als eine kommunikative und kooperative Aktivität verstanden, wo Kinder in Interaktionsprozessen mit und voneinander lernen.

Mit der steigenden Zahl der Einzelkinder sowie dem Rückgang der Straßensozialisation werden die sozialen Kontakte zwischen Kindern stärker von Eltern geplant und in institutionelle Kontexte wie Schule und außerschulische Betreuungseinrichtungen verlagert. Neue ganztägige Bildungs-, Erziehungs- und Betreuungsangebote sollen das Leben der Kinder bereichern, ihre Kompetenzen und Sozialität fördern.

Ein ganzheitliches und qualitativ hochwertiges pädagogisches Angebot geht von den Bedürfnissen der Kinder aus. Dabei wird die Interaktion zwischen Familie, Schule und sozialpädagogischer Einrichtung unterstützt und einer möglichen „Verinselung“ kindlicher Erziehung, Bildung und Betreuung entgegengewirkt. Die Verbindung und das Zusammenführen von schulpädagogischer und sozialpädagogischer Kompetenz und nicht etwa deren künstliche Trennung stehen im Mittelpunkt des vorliegenden Projektes.

Bildung wird als aktive und dynamische Auseinandersetzung des Menschen mit sich selbst und seiner Umwelt verstanden und wird durch formale, non-formale und informelle Lernprozesse<sup>2</sup> erworben.

Formale, informelle und non-formale Bildung werden wie folgt definiert<sup>3</sup>:

**Formale Bildung:** Bildung, die vom klassischen Schul- und Ausbildungssystem geleistet wird. Sie ist hierarchisch strukturiert und in aufeinander folgenden Stufen von der Grundschule bis zur Hochschule organisiert.

**Non-formale Bildung:** Bildungsarbeit, welche außerhalb des formalen Schulsystems organisiert ist, sich an ein definiertes Zielpublikum richtet und spezifische Bildungsziele verfolgt.

**Informelle Bildung:** Informelle Bildung läuft ungeplant und beiläufig ab, sie findet im täglichen Leben statt, sei es in der Familie, in der Peergruppe oder über verschiedene Medien. Sie wird von den Betroffenen häufig nicht als Erweiterung ihres Wissens und ihrer Fähigkeiten wahrgenommen. Sie ist (in Bezug auf Lernziele, Lernzeit oder Lernförderung) nicht strukturiert und

<sup>1</sup> Nach Charlotte Bühler Institut für praxisorientierte Kleinkindforschung (Rahmenplan zur non-formalen Bildung im Kindes- und Jugendalter. Ministère de la Famille et de l'Intégration 2013).

<sup>2</sup> idem.

<sup>3</sup> Nach UNESCO (Jeunesse, éducation et action au seuil du siècle prochain et au-delà, UNESCO 24 juillet 1998).



führt üblicherweise nicht zur Zertifizierung. Informelles Lernen kann zielgerichtet sein, ist jedoch in den meisten Fällen nicht intentional (oder inzidentell/beiläufig).

Ganzheitliche Bildung bedeutet mehr als den Erwerb von Wissen, sie führt zur Herausbildung von individuellen Kompetenzen für die Bewältigung neuer Anforderungen. Bildung trägt zum Empowerment des Menschen bei und befähigt zu eigenbestimmter Lebensführung sowie zur Aneignung von Selbstbildungsmöglichkeiten.<sup>4</sup>

Im Sinne ganzheitlicher Bildung ist es wichtig, dass die Bildungsprozesse, die im Laufe des Tages in den formalen, non-formalen und informellen Bereichen stattfinden, aufeinander abgestimmt werden. Auf diese Weise kann das Erlernete in Bezug auf die individuellen Bedürfnisse und Interessen der Kinder freiwillig und selbstbestimmt vertieft bzw. erweitert werden.

Während der Schulbesuch per Gesetz Pflicht ist, obliegt der Besuch einer non-formalen Bildungseinrichtung der freiwilligen Entscheidung des Erziehungsbeauftragten, also der Eltern des Kindes. Die Bildungseinrichtung Schule zertifiziert nach einer gesetzlich vorgeschriebenen Schulzeit<sup>5</sup> die erworbenen Kompetenzen mittels anerkannter Abschlüsse.

Abbildung 1.: Bildung, Erziehung und Betreuung



<sup>4</sup> Nach Charlotte Bühler Institut für praxisorientierte Kleinkindforschung. Rahmenplan zur non-formalen Bildung im Kindes- und Jugendalter. Ministère de la Famille et de l'Intégration 2013.

<sup>5</sup> Loi modifiée du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire : Art. 7. Tout enfant habitant le Luxembourg âgé de quatre ans révolus avant le premier septembre, doit fréquenter l'École. Cette obligation s'étend sur douze années consécutives à partir du premier septembre de l'année en question.

## 1.2. Die gesetzlichen und strukturellen Rahmenbedingungen

Mit der in der Regierungserklärung vom Juli 2009<sup>6</sup> erklärten Absicht, die Zusammenarbeit zwischen Schule und non-formalen Bildungseinrichtungen zu fördern, wurden das Ministerium für Erziehung und Berufsausbildung und das Familienministerium beauftragt, einen Rahmen zu schaffen, um die Zusammenarbeit zwischen Schule und Sozialpädagogik zu fördern und deren historische Trennung zu überwinden. Das Nebeneinander von Schule und *maisons relais* soll durch ein Miteinander abgelöst werden.

Seit Beginn des Schuljahres 2009-2010 ist das Gesetz über die Organisation der Grundschule in Kraft. Das neue Gesetz definiert die Kernaufgaben der Schule folgendermaßen: „*Instruire, socialiser, qualifier*“ (lehren, sozialisieren, ausbilden). Ein wichtiges Anliegen der Reform ist die Verbesserung der Chancengerechtigkeit. Im Mittelpunkt steht das Kind mit seinem unteilbaren Bildungs-, Erziehungs- und Betreuungsanspruch. Die Bemühungen und Aktivitäten, um die Kinder bestens zu fördern, sind damit nicht mehr allein auf den Unterricht beschränkt, sondern gehen über den Raum Schule hinaus und vernetzen sich mit Kultur und Freizeit. Ein ganzheitliches kindzentriertes Bildungsverständnis, das die soziale, kognitive, körperliche und emotionale Entwicklung des Kindes in den Mittelpunkt stellt, erfordert eine qualitativ hochwertige Betreuung und Förderung innerhalb und außerhalb der Unterrichtszeit.

Das unterrichtsergänzende Betreuungs- und Bildungsangebot hat sich, durch die zwischenzeitlich flächendeckend vorhandenen *maisons relais* zeitlich und inhaltlich erweitert. Diesbezüglich neue Gesetzesprojekte werden die hierfür notwendigen Rahmenbedingungen festigen und inhaltliche Qualitätsziele vorgeben.<sup>7</sup> Die in diesen Einrichtungen verfolgten Ziele sind mit den Zielen der Schulreform teilweise deckungsgleich bzw. ergänzen sie. Bildung in Form der formalen Bildung im Unterricht und der non-formalen Bildung im Kontext der außerschulischen Angebote ist ein durchgehendes Anliegen.

Artikel 16 des abgeänderten Grundschulgesetzes vom 9. Februar 2009 fordert die Gemeinden auf, den Kindern ein schulergänzendes Programm anzubieten<sup>8</sup>. Die großherzogliche Verordnung vom 16. März 2012 regelt dieses Angebot im Rahmen eines lokalen „*Plan d'encadrement périscolaire*“ (PEP).

<sup>6</sup> <http://www.gouvernement.lu/gouvernement/programme-2009/programme-2009/08-educ-forma/index.html> et <http://www.gouvernement.lu/gouvernement/programme-2009/programme-2009/11-famille/index.html>

<sup>7</sup> Projet de loi portant modification de la loi du 4 juillet 2008 sur la Jeunesse. Projet de règlement grand-ducal concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires des services d'éducation et d'accueil pour enfants.

<sup>8</sup> Art. 16. Chaque commune offre un encadrement périscolaire suivant des modalités et des normes déterminées conjointement, par le ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, en ce qui concerne les activités d'apprentissage, d'animation culturelle et sportive, ainsi que par le ministre ayant la Famille dans ses attributions, en ce qui concerne l'accueil socio-éducatif. L'encadrement périscolaire a pour mission d'assurer aux élèves l'accès aux ressources documentaires, culturelles et sportives nécessaires à leur développement et à leur formation, de les accompagner dans leurs apprentissages et de contribuer à leur développement affectif et social. L'encadrement périscolaire est assuré par l'école et/ou par un organisme assurant l'accueil socioéducatif agréé par l'État. L'école et l'organisme se concertent et collaborent pour mettre en œuvre les aspects communs de leurs missions respectives. Un règlement grand-ducal conjoint des ministres mentionnés ci-avant détermine les modalités d'organisation et précise les activités et les prestations indispensables à mettre en œuvre par l'école et par l'organisme.

Der *PEP* wird jährlich von allen beteiligten Parteien, Gemeinde, Schule und non-formale Bildungseinrichtung erstellt und verabschiedet. Ziel des *PEP* ist es ein qualitativ hochwertiges Erziehungs- Bildungs und Betreuungsangebot zu entwickeln, das sich an alle Kinder der Grundschule richtet und es den Eltern erlaubt, ihr Berufs- und Familienleben miteinander zu vereinbaren.

Grundschule und non-formale Bildungseinrichtung als komplementäre Bildungspartner haben somit einen gemeinsamen Auftrag für die Bildung, Erziehung und Betreuung der Kinder.

Dieser Auftrag wird von der Gemeinde, der Schule und der non-formalen Bildungseinrichtung als gleichberechtigte Partner, unter Einbeziehung weiterer Akteure, umgesetzt. Die Einrichtungen sollen mit ihren Angeboten nicht in Konkurrenz treten, sondern in der Ausführung ihre jeweils spezifische Mission wahrnehmen.



# 2.

## Die organisatorische Umsetzung des PEP

### 2.1. Räumliche und zeitliche Organisation

Ein Standort<sup>9</sup> umfasst mindestens eine Schule und eine *maison relais*, die für die gleichen Kinder verantwortlich sind. Dies bedeutet nicht, dass diese Schule und diese *maison relais* sich auf einem Campus befinden müssen. Wichtig ist, dass sie die gleichen Kinder betreuen.

Pro Standort kann ein PEP ausgearbeitet werden. Es ist jedoch auch möglich, in einem einzigen PEP für mehrere Standorte aufzuzeigen, welche schulergänzenden Aktivitäten organisiert werden und wann und wie diese ablaufen.

Die klare Trennung zwischen der obligatorischen Schulzeit und dem freiwillig entgegengenommenen Angebot der non-formalen Bildungseinrichtungen muss im PEP sichtbar gemacht werden (siehe Abbildung 2 Seite 14). Diese sichtbar gemachte Unterscheidung zwischen der formalen und der non-formalen Zeit, erlaubt es, die Fragen der Verantwortung und der Dienst- sowie der Fachaufsicht zu lösen und kostenlose und kostenpflichtige Zeiten zu bestimmen. Diese Herangehensweise ermöglicht es ebenfalls, das Wirken des jeweiligen Personals in dem einen oder anderen Bildungsbereich zu regeln.

Artikel 17<sup>10</sup> des Grundschulgesetzes erlaubt es den Gemeinden die verpflichtende Schulzeit und die schulergänzenden Aktivitäten in einem, den lokalen Gegebenheiten angepassten Stundenplan hinsichtlich der Einführung einer Ganztagsbetreuung zu integrieren.

Bei der Aufstellung des PEP könnte zuerst, wie folgt, ein Raster (siehe Abbildung 2) erstellt werden, in dem die Pflicht- respektive fakultativen Zeiten definiert werden. Diese können von Gemeinde zu Gemeinde verschieden sein, Pflicht ist nur die vom Grundschulgesetz vorgesehene Schulzeit von 28 Unterrichtseinheiten.<sup>11</sup>

Es könnten jährlich jeweils 2 Zeitraster erstellt werden, nämlich eines für die Schulzeit (36 Wochen) sowie eines für die Schulferien. Dies würde allen Beteiligten (professionelle Fachkräfte, Eltern, Kinder und Gemeindeverantwortliche) einen guten Überblick des Bildungs- und Betreuungsangebots geben.

<sup>9</sup>Artikel 5 der großherzoglichen Verordnung vom 16. März 2012

<sup>10</sup> Art. 17. Les communes peuvent intégrer, dans le cadre d'une ou de plusieurs écoles, les activités d'encadrement périscolaire dans un horaire scolaire aménagé visant la mise en place de la journée continue, en alternant des séquences d'apprentissage scolaire et des séquences d'encadrement.

<sup>11</sup> Règlement grand-ducal modifié du 11 août 2011 fixant le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental.

Abbildung 2: Raster der verpflichtenden Schulzeit und der fakultativen non-formalen Bildungszeit.

	Montag	Dienstag	Mittwoch	Donnerstag	Freitag	Samstag
von ... bis...	Green	Green	Green	Green	Green	Green
von ... bis...	Yellow	Yellow	Yellow	Yellow	Yellow	Yellow
von ... bis...	Green	Green	Green	Green	Green	Green
von ... bis...	Yellow	Green	Yellow	Green	Yellow	Green
von ... bis...	Yellow	Green	Yellow	Green	Yellow	Green
von ... bis...	Green	Green	Green	Green	Green	Green

Formale Bildungszeit Schule: Verantwortung Schule/kostenfrei

Non-formale Bildungszeit: Verantwortung *maison relais* /kostenpflichtig

Die Räume (Schulräume, die Räume in der *maison relais*) oder andere von der Gemeinde zur Verfügung gestellte Infrastrukturen, die für die verschiedenen Angebote im Laufe des Tages genutzt werden sind nicht bestimmend ob die Aktivität in den Verantwortungsbereich der Schule oder der non-formalen Bildungseinrichtung fällt.

## 2.2. Die Organisation der Zusammenarbeit zwischen Schule und non-formaler Bildungseinrichtung

Das zurzeit vorherrschende Modell einer Koexistenz von Schule und non-formaler Bildungseinrichtungen beruht auf der historischen Trennung dieser beiden Sektoren. Das Grundschulgesetz und die diesbezügliche Verordnung vom 16. März 2012 wollen diese Zusammenarbeit zwischen Schule und non-formaler Bildungseinrichtung fördern und über den *PEP* Initiativen entwickeln, sowie die Qualität der pädagogischen Angebote fördern und strukturieren helfen.

Artikel 4 der großherzoglichen Verordnung betreffend den *PEP* nennt für die Kooperation zwischen Schule und *maison relais* einige Eckpunkte. Sie dienen der Abstimmung von Aktivitäten der Schule und der *maison relais* und der Entwicklung von Regelungen zur gemeinsamen Nutzung von Ressourcen.





Diese Kooperation soll durch folgende Maßnahmen gefördert werden:

1. Organisation eines regelmäßigen Austausches zwischen dem Präsidenten des Schulkomitees und dem Leiter der non-formalen Bildungseinrichtung. Das Ziel dieses Austausches ist die Entwicklung einer notwendigen Kohärenz zwischen dem Lernen im formalen und im non-formalen Bereich. Es gilt die vielfältigen Lernmöglichkeiten, die sich den Kindern im Tagesverlauf anbieten, wahrzunehmen, sie aufeinander abzustimmen und die Lebenswelt der Kinder in den Tagesablauf mit einzubeziehen. Schule und non-formale Bildungseinrichtung sind gemeinsam Ansprechpartner der Eltern.
2. Die Ernennung durch die außerschulische Betreuungsstruktur eines Ansprechpartners für die jeweiligen Zyklen der Grundschule ist zu empfehlen. Ein möglichst regelmäßiger Austausch zwischen den Partnern ist anzustreben.
3. Der *PEP* sollte in einer Veranstaltung den Eltern von allen Beteiligten vorgestellt werden.
4. Die gemeinsame Teilnahme an Fortbildungsaktivitäten ist ein wichtiger Faktor für das Zusammenwachsen der Teams, die im Tagesverlauf für die gleichen Kinder in unterschiedlichen Settings verantwortlich sind.

Informelle, auf Kollegialität beruhende Maßnahmen und Kontakte können durch gemeinsame Räume für das pädagogische multidisziplinäre Team (z.B. gemeinsamer Konferenzraum, "gemeinsame Kaffeemaschine", usw.), gefördert werden.

Auf der Basis eines Vertrages<sup>12</sup> ist es möglich das Fachpersonal der non-formalen Bildungseinrichtung in schulische Aktivitäten mit einzubinden und die Teilnahme des Lehrpersonals an außerhalb der Schulzeiten organisierten Aktivitäten zu gewährleisten.

Ein solcher Vertrag kann so eine engere organisatorische Verzahnung der beiden Strukturen absichern und nach Artikel 17 des Grundschulgesetzes bis zu einer Ganztagsbetreuungsstruktur führen.

Die zu wählende Form der Kooperation richtet sich, wie bereits erörtert nach den örtlichen Gegebenheiten und Konzeptvorstellungen unter Berücksichtigung des Elternwillens.

Die Unfallversicherung im Rahmen der schulischen Früherziehung, des Vorschul-, des Schul- und Universitätsunterrichts erstreckt sich auf sämtliche Aktivitäten, die im Rahmen des *PEP* organisiert werden.

<sup>12</sup> Raster und Arbeitshilfen zum *PEP* sind online verfügbar: [www.men.lu](http://www.men.lu) / [www.mifa.public.lu](http://www.mifa.public.lu)

## 2.3. Die Entwicklung und Einreichungsprozeduren eines PEP

Nachdem die einzelnen Standorte definiert sind, berät die Gemeinde sich mit dem Präsidenten des Schulkomitees und dem Verantwortlichen der außerschulischen Betreuungsstruktur (siehe Artikel 6 der großherzoglichen Verordnung vom 16. März 2012). Nach Bedarf können auch andere, schon im schulergänzenden Bereich tätige Akteure, wie Vertreter von LASEP, MUSEP, Art à l'école über mögliche Angebote an schulergänzenden Aktivitäten im PEP einbezogen werden. Der PEP sollte ebenfalls in enger Zusammenarbeit mit dem Schulinspektor entwickelt werden.

Die lokalen Gegebenheiten, die verschiedenen Vereine auf lokaler und regionaler Ebene, sowie die Familien in der Gemeinde und deren Bedürfnisse sind Ausgangspunkt der Vorbereitungen des PEP. Wichtig ist auch zu berücksichtigen, ob Kinder mit besonderen Bedürfnissen (Behinderung oder schwieriges soziales Umfeld) die Angebote des PEP in Anspruch nehmen werden. Aus Artikel 7 der großherzoglichen Verordnung vom 16. März 2012 ist zu entnehmen, welche Aspekte bei der Aufstellung bzw. bei der Planung des PEP in Betracht gezogen werden sollen.

Um den Kindern vielfältige Aktivitäten anbieten zu können, sollte ein Inventar der Infrastrukturen erstellt werden (Schwimmbad, Sporthalle, Bibliothek, Vereinslokale usw.).

Der von oben erwähnten Personen erstellte Vorschlag für einen PEP (noch im Stadium eines *Projet d'Encadrement périscolaire*) wird der kommunalen Schulkommission zur Stellungnahme vorgelegt.

Gemäß Artikel 52 des Gesetzes vom 6. Februar 2009<sup>13</sup> wird der Vertreter der *maison relais* mindestens einmal im Trimester oder nach Bedarf eingeladen, um an der Versammlung der Schulkommission teilzunehmen. Steht die Begutachtung des PEP auf der Tagesordnung der Schulkommission sollte ein Vertreter der *maison relais* auf jeden Fall eingeladen werden. Da die Schulorganisation und die Aktivitäten im PEP sich ergänzen, sollten sie auch zeitgleich aufgestellt werden. Nachdem die Schulkommission den Vorschlag für den PEP gut geheißen hat, wird dieser zwecks Annahme an den Gemeinderat, anschließend an die zuständigen Minister weitergeleitet.

Die in Artikel 9 der großherzoglichen Verordnung vom 16. März 2012 beschriebene interministerielle Kommission wird die eingegangenen Pläne begutachten und analysieren, mit dem Ziel die Entwicklung in den kommenden Jahren zu begleiten und die Qualität der außerschulischen Angebote zu fördern. Die Analyse der PEP wird es der zuständigen Kommission ebenfalls erlauben, den zuständigen Ministerinnen Rückmeldungen zu geben, den Verantwortlichen in Gemeinden, Schulen und in außerschulischen Bildungsstrukturen Vorschläge zu unterbreiten und notwendige Maßnahmen zur Qualitätsentwicklung vorzuschlagen.

<sup>13</sup> Art. 52. L'inspecteur d'arrondissement assiste obligatoirement à la ou aux séance(s) de la commission scolaire consacrées à l'organisation scolaire. Il est invité également aux autres séances. Le secrétaire de la commission lui fait parvenir à cet effet les ordres du jour et les rapports des séances.

Une fois par trimestre, un représentant de l'instruction religieuse et morale, à désigner par le chef du culte, est invité. Selon les besoins et au moins une fois par trimestre, la commission scolaire invite un représentant de l'équipe multiprofessionnelle concernée, un représentant du service ou de l'organisme assurant l'accueil socio-éducatif, un médecin scolaire ou un membre de l'équipe médico-scolaire concernée ainsi que d'autres experts.  
Les personnes invitées assistent à la séance avec voix consultative.

# 3.



## Mögliche Modelle und Weiterentwicklung

Dieses Kapitel zeichnet 3 verschiedene Modelle für die Implementierung eines PEP auf. Sie reichen von einem einfachen Inventar der Angebote bis zu einer integrierten Ganztageseinrichtung.

### 3.1 Implementierung des PEP für eine Übergangsphase (PEP-Einstiegsversion)

Der PEP kann vorerst (Schuljahr 2013-2014) ein Instrument sein, um ein Inventar aller sich an die Kinder richtenden Angebote der Gemeinde zu erstellen und zu dokumentieren.

Ein regelmäßiger, strukturierter Austausch zwischen Gemeinde, Schulkomitee und Leitung der *maison relais* sollte im Laufe des ersten Jahres stattfinden. Dieser Austausch ermöglicht die Entwicklung von zukünftigen Projekten der Zusammenarbeit in den kommenden Jahren.

#### Folgender Leitfaden dient der Erstellung einer Einstiegsversion des PEP während der Übergangsphase (2013-2014):

- **Zeitraumen:**
  - ✓ Reguläre, verpflichtende Schulzeiten.
  - ✓ Zeiten der non-formalen Bildungsangebote außerhalb der Schulzeiten auf freiwilliger Basis.
- **Infrastrukturen:**
  - ✓ Schule und Betreuungsstruktur sind räumlich getrennt, die jeweiligen Räume werden nicht gemeinsam genutzt.
  - ✓ Die kommunalen Einrichtungen für Sport und Kultur werden von beiden Einrichtungen genutzt, sie stehen den Kindern während den formalen sowie den non-formalen Bildungszeiten zur Verfügung.
- **Personalressourcen und -einsatz:**
  - ✓ Das Personal der *maison relais* und das Schulpersonal arbeiten ausschließlich in ihrem jeweiligen Bildungsbereich.
- **Gesetzliche und ordnungsmäßige Grundlagen:**
  - ✓ Großherzogliche Verordnung vom 16. März 2012.
  - ✓ Abgeändertes Gesetz vom 6. Februar 2009 über die Organisation der Grundschule.
  - ✓ Abgeänderte großherzogliche Verordnung vom 20. Juli 2005 über die *maison relais*<sup>14</sup>.
  - ✓ Zukünftiges Kinder- und Jugendgesetz (Gesetzesprojekt Nr. 6410)<sup>15</sup>.

<sup>14</sup> Règlement grand-ducal modifié du 20 juillet 2005 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de *maisons relais* pour enfants

<sup>15</sup> Projet de loi portant modification de la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse



### Beispiel für ein *PEP* in der Übergangsphase

*PEP* Gemeinde... : Standort: Schule ... – *maison relais*...  
Schuljahr: 20../20..

Abbildung 3.

	Montag	Dienstag	Mittwoch	Donnerstag	Freitag	Samstag
von ... bis...	Empfang der Kinder					
von ... bis...	Schulzeit	Schulzeit	Schulzeit	Schulzeit	Schulzeit	Schulzeit
von ... bis...	Mittagessen/ Freizeit/Rückzug	Mittagessen/ Freizeit/Rückzug	Mittagessen/ Freizeit/Rückzug	Mittagessen/ Freizeit/Rückzug	Mittagessen/ Freizeit/Rückzug	
von ... bis...	Schulzeit	Freizeitaktivitäten/ Hausaufgaben	Schulzeit	Freizeitaktivitäten/ Hausaufgaben	Schulzeit	
von ... bis...	Freizeitaktivitäten/ Hausaufgaben/ Rückzug/Sport	Freizeitaktivitäten/ Hausaufgaben/ Rückzug/Sport	Freizeitaktivitäten/ Hausaufgaben/ Rückzug/Sport	Freizeitaktivitäten/ Hausaufgaben/ Rückzug/Sport	Freizeitaktivitäten/ Hausaufgaben/ Rückzug/Sport	

Formale Bildungszeit Schule: Verantwortung Schule/kostenlos

Non-formale Bildungszeit: Verantwortung *maison relais*/kostenpflichtig

## 3.2. Implementierung des *PEP* auf der Grundlage einer verstärkten Zusammenarbeit

Bei diesem zweiten Modell geht der *PEP* über ein einfaches Inventar der Angebote hinaus. Es wird ein gemeinsames pädagogisches Konzept mit gemeinsamen Zielen, gemeinsamen Aktivitäten und einer gemeinsamen Nutzung bestehender Raumressourcen erstellt.

### Folgender Leitfaden dient der Erstellung eines *PEP* auf der Grundlage einer verstärkten Zusammenarbeit:

- **Zeitraumen:**
  - ✓ Reguläre, verpflichtende Schulzeiten.
  - ✓ Zeiten der non-formalen Bildungsangebote außerhalb der Schulzeiten auf freiwilliger Basis.
- **Infrastrukturen:**
  - ✓ Nach Möglichkeit werden Räume der Schule, Räume der *maison relais*, Bibliotheken, Sporteinrichtungen gemeinsam im Laufe des Tages genutzt.

- **Personalressourcen und -einsatz:**

- ✓ Das Konzept sieht einen regelmäßigen Austausch zwischen dem Schulpersonal und dem Personal der *maison relais* vor, z.B. die Anwesenheit der Erzieher und Sozialpädagogen der *maison relais* in den Zyklusversammlungen.
- ✓ Der Präsident des Schulkomitees und der *Chargé de direction* der *maison relais* planen und koordinieren gemeinsame Aktivitäten.
- ✓ Das gemeinsame Konzept sieht die Möglichkeit vor, dass Erzieher und Sozialpädagogen der *maison relais* während der verpflichtenden Schulzeiten im Rahmen von verschiedenen Aktivitäten mitwirken. Im gleichen Zuge organisieren Lehrer und Erzieher gemeinsam außerschulische Angebote: z.B. gemeinsame Ateliers an schulfreien Nachmittagen, Museumsbesuche, Natur- und Leseaktivitäten, Entwicklung eines gemeinsamen Konzeptes für Hausaufgabenbetreuung oder Förderunterricht oder die gemeinsame Planung einer Theateraufführung, usw. .

- **Gesetzliche und ordnungsmäßige Grundlagen :**

- ✓ Großherzogliche Verordnung vom 16. März 2012.
- ✓ Abgeändertes Gesetz vom 6. Februar 2009 über die Organisation der Grundschule.
- ✓ Abgeänderte großherzogliche Verordnung vom 20. Juli 2005 über die *maison relais*<sup>16</sup>.
- ✓ Zukünftiges Kinder- und Jugendgesetz (Gesetzesprojekt Nr. 6410)<sup>17</sup>.

- **Verantwortlichkeiten und Weisungsbefugnis:**

- ✓ Die Fragen der Verantwortung, der Fach- und Dienstaufsicht sowie der Bestimmung der kostenlosen vs. kostenpflichtigen Zeit wird mittels eines gemeinsamen Wochenstundenplans (*PEP*-Raster) geklärt.
- ✓ Die Wirkungszeit des jeweiligen Fachpersonals (sozialpädagogisches Personal in der Schulzeit und Lehrpersonal in der non-formalen Bildungszeit) wird mittels eines Kooperationsabkommens zwischen den jeweiligen Ministerien, der Gemeinde und dem Träger geregelt.



<sup>16</sup> Règlement grand-ducal modifié du 20 juillet 2005 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de *maisons relais* pour enfants

<sup>17</sup> Projet de loi portant modification de la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

## Beispiel für ein PEP auf der Grundlage einer verstärkten Zusammenarbeit

PEP Gemeinde... : Standort: Schule ... – maison relais...  
Schuljahr: 20../20..

Abbildung 4.

	Montag	Dienstag	Mittwoch	Donnerstag	Freitag	Samstag
von ... bis...	Empfang der Kinder	Empfang der Kinder	Empfang der Kinder	Empfang der Kinder	Empfang der Kinder	Empfang der Kinder
von ... bis...	Schulzeit	Schulzeit	Schulzeit	Schulzeit	Schulzeit	Schulzeit
von ... bis...	Mittagessen/ Freizeit/Rückzug	Mittagessen/ Freizeit/Rückzug	Mittagessen/ Freizeit/Rückzug	Mittagessen/ Freizeit/Rückzug	Mittagessen/ Freizeit/Rückzug	
von ... bis...	Schule	Gemeinsame Lern- und Freizeitateliers	Schule	Freizeitaktivitäten	Schule	
von ... bis...	HH* Freispiel Sport	HH* Freispiel Sport	HH* Freispiel Ateliers	HB** Spiel, Ateliers, Sport	HH* Freispiel Ateliers	
von ... bis...	Freizeitaktivitäten/ Rückzug	Freizeitaktivitäten/ Rückzug	Freizeitaktivitäten/ Rückzug	Freizeitaktivitäten/ Rückzug	Freizeitaktivitäten/ Rückzug	

Formale Bildungszeit Schule: Verantwortung Schule

Non-formale Bildungszeit: Verantwortung maison relais

\* HH: Hausaufgabenhilfe und Förderunterricht für alle Kinder, d.h. die Kinder, die in der maison relais eingeschrieben sind, und die, die es nicht sind. Die Hausaufgabenhilfe und der Förderunterricht finden unter der Verantwortung der Schule statt, sind also kostenlos

\*\* HB = Hausaufgabenbetreuung

(siehe 4.2 Hausaufgabenhilfe und Hausaufgabenbetreuung Seite 25)

Auf der Basis der lokalen Gegebenheiten, des pädagogischen Konzeptes und den Bedürfnissen der Kinder können die „Zeitblöcke“, wie beim „Lego-Spiel“, variabel festgelegt werden. Ein solcher Zeitplan klärt auch die Frage der Verantwortung. Durch das Definieren der „Zeit“ wird ersichtlich, wann „Schule“ und wann „maison relais“ die Verantwortung und Aufsichtspflicht tragen. Die Fragen der Hierarchie bzw. der Weisungsbefugnis sind ebenfalls beantwortet: in der Schulzeit ist die Schulinspektion und in der non-formalen Bildungszeit ist die Leitung der maison relais verantwortlich.

### 3.3. Implementierung des *PEP* in Form einer pauschalen Ganztagsbetreuung

Mit der Veröffentlichung der großherzoglichen Verordnung vom 16. März 2012 über den *PEP*, mit der hohen Nachfrage an Betreuungsplätzen und den verlängerten Betreuungszeiten und dem damit einhergehenden Wunsch der Gemeinden ein kohärentes und bereicherndes Bildungs- und Betreuungsangebot für ihre Kinder zu entwickeln, wird die Ganztagschule zum Thema. Der Begriff Ganztagschule jedoch, aus dem deutschen Sprachraum stammend, steht für die Erweiterung der Unterrichtszeit auf den Nachmittag, was es bei uns schon lange gibt. Der Begriff Ganztagsbetreuung steht für ein integriertes pädagogisches Erziehungs- und Lernkonzept, das den Gegebenheiten der Luxemburger Bildungslandschaft besser entspricht.

Eine Ganztagsbetreuung bedeutet eine enge Verzahnung von Lern- und Freizeitaktivitäten, einen rhythmisierten Alltag für die Kinder wo Schule und Freizeit, Konzentration und Entspannung sich abwechseln. Die Kinder brauchen so nicht ständig zwischen verschiedenen Institutionen hin und her zu pendeln. Besonders für junge Kinder können diese ständigen Transitionen zwischen Umgebungen und die große Anzahl von Bezugspersonen eine hohe Belastung darstellen. In einer solchen Einrichtung bilden Lehrer, Erzieher und Sozialpädagogen sowie auch das technische Personal ein Team.

#### Folgender Leitfaden dient der Implementierung des *PEP* in Form einer pauschalen Ganztagsbetreuung:

- **Zeitraahmen :**
  - ✓ Mögliche Erweiterung der Präsenzzeit (für die Kinder).
  - ✓ Teilnahme am gemeinsamen Mittagessen.
  - ✓ Lernzeiten und Entspannungs- bzw. Ruhephasen wechseln sich im Laufe des Tages ab.
  - ✓ Rhythmisierte Lernzeiten/längere Lernblocks.
- **Infrastruktur :**
  - ✓ Die Räume werden zum Teil multifunktional und den ganzen Tag über benutzt.
  - ✓ Räume sind nicht nach Institutionen getrennt, es gibt Räume für die Kinder und Räume für die Erwachsenen.
- **Personaleinsatz :**
  - ✓ Lehrer und Fachpersonal der *maison relais* bilden ein Team.
  - ✓ Lehrer und Fachpersonal sind als Team an der Entwicklung und der Organisation aller Aktivitäten beteiligt.
  - ✓ Schulische sowie Freizeitaktivitäten werden gemeinsam mit den lokalen Vereinen organisiert.





- **Gesetzliche und ordnungsgemäße Grundlage :**

- ✓ Großherzogliche Verordnung vom 16. März 2012.
- ✓ Abgeändertes Gesetz vom 6. Februar 2009 über die Organisation der Grundschule insbesondere Artikel 17.
- ✓ Abgeänderte großherzogliche Verordnung vom 20. Juli 2005 über die *maison relais*<sup>18</sup>.
- ✓ Zukünftiges Kinder- und Jugendgesetz - Gesetzesprojekt Nr. 6410<sup>19</sup>.

- **Verantwortlichkeiten und Weisungsbefugnis:**

- ✓ Wie beim Modell einer verstärkten Zusammenarbeit wird durch das "Definieren" der Zeit geklärt, wann Schule und wann *maison relais* die Verantwortung und die Aufsichtspflicht tragen.

Um den Kindern einen rhythmisierten Alltag zu organisieren und ihnen so neben der Schul- und Lernzeit erweiterte Angebote zu machen, sowie die Schule als Lern- und Lebenswelt gestalten zu können, ist eine Verlängerung der Präsenzzeit der Kinder möglich.

Diese erweiterte Anwesenheit der Kinder ändert jedoch nichts am Arbeitspensum des Lehrpersonals und des Fachpersonals der *maison relais*.

Nach dem Bausteinprinzip können die Stundenpläne so gestaltet werden, dass sie den Bedürfnissen der Kinder, den lokalen Gegebenheiten (Schülertransport, Nutzungsmöglichkeiten der Infrastrukturen, Sport, usw.) und dem pädagogischen Konzept entsprechen.

Die Bildung eines Teams bestehend aus Schulpersonal und aus sozialpädagogischem Personal der *maison relais* sowie das Wirken in beiden „Zeiten“ wird über ein Kooperationsabkommen geregelt.

Falls die Gemeinde eine pauschale Ganztagsbetreuung anbietet, muss auch eine Schule mit traditionellem Stundenplan den Eltern bzw. den Kindern zur Wahl stehen.

<sup>18</sup> Règlement grand-ducal modifié du 20 juillet 2005 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de *maisons relais* pour enfants

<sup>19</sup> Projet de loi portant modification de la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

## Beispiel eines PEP in Form einer pauschalen Ganztagsbetreuung

**PEP Gemeinde... : Standort: Schule ... – maison relais...  
Schuljahr: 20../20..**

Abbildung 5:

	Montag	Dienstag	Mittwoch	Donnerstag	Freitag	Samstag
von ... bis...	Empfang der Kinder	Empfang der Kinder	Empfang der Kinder	Empfang der Kinder	Empfang der Kinder	Empfang der Kinder
von ... bis...	Schulzeit	Schulzeit	Schulzeit	Schulzeit	Schulzeit	Schulzeit
von ... bis...	Mittagessen/ Freizeit/Rückzug	Mittagessen/ Freizeit/Rückzug	Mittagessen/ Freizeit/Rückzug	Mittagessen/ Freizeit/Rückzug	Mittagessen/ Freizeit/Rückzug	
von ... bis...	Schule	Gemeinsame Lern- und Freizeitateliers	Schule	Freizeitaktivitäten	Schule	
von ... bis...	HH* Freispiel Sport	HH* Freispiel Sport	HH* Freispiel Ateliers	HB** Spiel, Ateliers, Sport	HH* Freispiel Ateliers	
von ... bis...	Freizeitaktivitäten/ Rückzug	Freizeitaktivitäten/ Rückzug	Freizeitaktivitäten/ Rückzug	Freizeitaktivitäten/ Rückzug	Freizeitaktivitäten/ Rückzug	

Formale Bildungszeit Schule: Verantwortung Schule/kostenlos

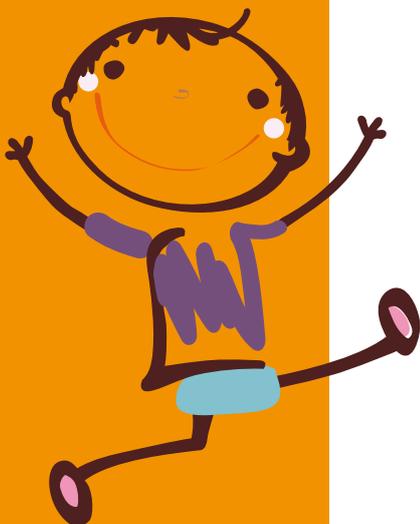
Non-formale Bildungszeit: Verantwortung Maison Relais/kostenpflichtig

— — — — — pauschale Ganztagsbetreuung

\* HH: Hausaufgabenhilfe und Förderunterricht für alle Kinder, d.h. die Kinder, die in der *maison relais* eingeschrieben sind, und die, die es nicht sind. Die Hausaufgabenhilfe und der Förderunterricht finden unter der Verantwortung der Schule statt, sind also kostenlos

\*\* HB = Hausaufgabenbetreuung

(siehe 4.2 Hausaufgabenhilfe und Hausaufgabenbetreuung Seite 25)



Die großherzogliche Verordnung vom 16. März 2012 betreffend den *PEP* sieht in Artikel 3 einige Leistungen vor, die sich an alle Grundschul Kinder der Gemeinde richten. Zu den unabdingbaren Leistungen gehören die Ermöglichung eines Zugangs zu Dokumentationsquellen und kulturellen Angeboten sowie zu sportlichen Aktivitäten, Hausaufgabenbetreuung und Hausaufgabenhilfe, bedarfs- und altersgerechte Ruhezeiten und Ruhemöglichkeiten für die Kinder, Angebot eines Mittagessens, Empfang der Kinder vor und nach dem Unterricht. Die ganzheitliche Sicht auf die Entwicklung des Kindes sollte im Zentrum der Bemühungen bei der Erstellung des *PEP* stehen, die verschiedenen Dimensionen von Bildung, das formale, das non-formale und das informelle Lernen in den Fokus gerückt werden.



#### 4.1. Zugang zu Dokumentationsquellen, kulturellen und sonstigen Angeboten

Die Infrastrukturen der Gemeinde, der Schule und der *maison relais* sollten den Kindern den ganzen Tag frei zugänglich sein. Die Infrastrukturen der Schule oder der *maison relais* sollten im Interesse der Kinder als eine gemeinsame Ressource begriffen werden. Der *PEP* kann hierzu organisatorische Regelungen entwickeln. Grundgedanke dabei ist, die Gebundenheit von Infrastrukturen an eine bestimmte Institution und den eingeschränkten Zugang zu überwinden und aufzulösen, da wo es sinnvoll und machbar ist.

Im *PEP* sollten Aktivitäten vorgesehen werden, die den Kindern Zugang zu Dokumentationsquellen verschaffen, wie z.B. der Zugang zu einer Bibliothek oder Mediathek. Hier können gemeinsame, aufeinander abgestimmte Aktivitäten der Sprachförderung stattfinden, Lesenachmittage, Autorenlesungen, Vorlesungen organisiert werden und in einem den Bedürfnissen der Kinder entsprechenden rhythmisierten Tagesablauf angeboten werden. Gesundheitsfördernde Initiativen (z.B. *Gesond lessen méi bewegen*) sollen im *PEP* aufgegriffen werden.

Kulturelle, sportliche und musikalische Angebote in der Gemeinde sollten in den *PEP* aufgenommen werden, um allen Kindern den Zugang zu ermöglichen und die Ressourcen optimal zu nutzen. Die Umsetzung dieser Förderung soll in Zusammenarbeit mit örtlichen Musikschulen, Sportsvereinen oder kulturellen Verbänden organisiert werden. Die in der Gemeinde vorhandenen Angebote sollen möglichst vielen Kindern der Gemeinde offenstehen, es soll sichergestellt sein, dass Freizeitangebote der Vereine auch Kindern aus der *maison relais* zugänglich sind.



## 4.2. Hausaufgabenbetreuung und Hausaufgabenhilfe

Zurzeit wird in vielen Gemeinden Hausaufgaben“unterstützung“ angeboten, teilweise durch Lehrer, teilweise durch die Erzieher der non-formalen Bildungseinrichtung, teilweise in Kooperation. Dabei reicht das aktuelle Angebot von einer einfachen Hausaufgabenbetreuung, bis zu einer gezielten Unterstützung und Nachhilfe.

Eltern, die ihre Kinder erst spät in der *maison relais* abholen können, haben den Wunsch, dass die Hausaufgaben erledigt sind. Es ist nicht nur eine Überforderung für die Kinder, nach einem langen Tag abends zuhause noch einmal mit Hausaufgaben anzufangen, sondern es ergibt auch kein zufriedenstellendes Resultat und verstärkt soziale Ungleichheiten.

Das Fachpersonal der *maison relais* bedauert, dass Kinder oft nicht genug Zeit haben, die non-formalen Bildungsangebote wahrnehmen zu können. Viele Erzieher sind außerdem mit den didaktischen Anforderungen einer Hausaufgabenunterstützung überfordert.

Die Erstellung des *PEP* bietet die Gelegenheit, das Thema Hausaufgaben zu diskutieren und dabei die Anliegen und die Bedürfnisse aller Beteiligten zu berücksichtigen und abzustimmen.

Artikel 3 der großherzoglichen Verordnung vom 16. März 2012 betreffend den *PEP* differenziert zwischen Hausaufgabenbetreuung und Hausaufgabenhilfe. Zu unterscheiden sind Hausaufgaben, die die Kinder weitgehend selbstständig erledigen können, von einer gezielten pädagogischen Hilfestellung bei spezifischen schulischen Schwierigkeiten oder bei Aufgaben, die die Kinder nicht ohne Unterstützung erledigen können.

Die ministeriellen Empfehlungen in Bezug auf die Natur und die Dauer der Hausaufgaben, vor allem die „*lettre circulaire*“ für das Schuljahr 2005-2006, sind zu berücksichtigen.<sup>20</sup> Die Kinder sollen im Rahmen der Unterrichtszeit lernen, selbstständig zu arbeiten und sich ihre Zeit einzuteilen. Dazu gehören Techniken und Arbeitsmethoden, die es ihnen erlauben, ihre Hausaufgaben ohne große Hilfe von Erwachsenen selbstständig zu erledigen.

Die Hausaufgaben müssen differenziert gegeben werden, aus dem Unterrichtsstoff hervorgehen oder gegebenenfalls auch auf den Unterricht vorbereiten. Die Aufgaben sollten derart gestaltet sein, dass das Kind sie ohne Hilfe eines Erwachsenen erledigen kann. Für die Kinder ohne besonderen Unterstützungsbedarf sollen im *PEP* Zeiten vorgesehen sein, in denen sie beaufsichtigt sind und in denen Raum, Ruhe, Rat und Ressourcen zur Verfügung gestellt werden. Jedes Kind sollte einen funktionsgerechten Platz haben. Feste Zeiten und eine ablenkungsfreie Atmosphäre sollen es den Kindern ermöglichen, konzentriert zu arbeiten. Ihr Arbeitsmaterial bringen die Kinder mit.



Das Hausaufgabenheft, soweit vorhanden, dient der Kontrolle. Die Erzieher stehen mit Rat zur Seite, jedoch ist in diesem Kontext keine individuelle Förderung möglich. Darüber hinaus können nach Maßgabe des *PEP* eingeschränkte pädagogisch-didaktische Ressourcen zur Verfügung gestellt werden etwa in Form von Nachschlagewerken. Es handelt sich hier um eine Hausaufgabenbetreuung, wie sie schon vielerorts angeboten wird. Der *PEP* kann hierfür die Rahmenbedingungen festlegen.

Die Verordnung vom 16. März 2012 sieht aber auch eine Hausaufgabenhilfe vor, welche Kinder unterstützen soll, die ihre Hausaufgaben nicht eigenständig erledigen können. Diese Hausaufgabenhilfe fällt in den Anwendungsbereich des Grundschulunterrichts und kann in Form von pädagogischer Nachhilfe im Rahmen des *Appui pédagogique* durch Lehrer erfolgen. Diese Unterstützung kann innerhalb oder außerhalb der Unterrichtszeit erfolgen. Findet sie außerhalb der Unterrichtszeit statt, kann dies im *PEP* zeitlich geregelt werden unter Berücksichtigung der Bedürfnisse der Kinder und des organisatorischen Ablaufs in der non-formalen Bildungseinrichtung. Die Hausaufgabenhilfe der Schule steht allen Schülern mit entsprechendem Bedarf offen und ist kostenlos.

### 4.3. Die Gestaltung des Tagesablaufes

#### **Ruhezeiten**

Bei der Gestaltung des Tagesablaufs der Kinder ist auf einen angemessenen Wechsel zwischen Phasen der Anspannung und Phasen der Entspannung zu achten. Nach diesem Prinzip sollte der *PEP* gestaltet sein. Dies gilt besonders für die Berücksichtigung der Bedürfnisse der Kinder nach ausreichender Bewegung und nach Rückzug. Ganz besonders im Zyklus 1 ist es wichtig, die Bedürfnisse der Kinder ganztägig zu betrachten. Eine Möglichkeit, den kleineren Kindern eine bessere Rhythmisierung zu bieten, wäre, die Gruppen des Zyklus 1 z.B. der *maison relais* und *Éducation Précoce* räumlich zusammenzufassen.

Die geeigneten Räumlichkeiten, die den Ansprüchen der jeweiligen Altersstufen entsprechen, sollten geschaffen werden.

#### **Mittagszeit**

Die Mittagszeit ist nicht nur eine Versorgungssituation, sondern dient auch der Rekreation und den sozialen Kontakten, sowohl zwischen den Kindern untereinander, sowie den Kindern und dem Personal. Sie ist auch eine soziale Situation, in der Verantwortung übernommen und der Gemeinschaftssinn entwickelt werden kann. Schule und *maison relais* sollten gemeinsam mit der Gemeinde Regelungen finden z.B. über den Transport zur Schulkantine,



der möglichst reduziert werden sollte. Zukünftige Investitionen sollten so geplant werden, dass der Transport der Kinder minimiert wird. Unter diesem Gesichtspunkt sollten Gemeinde, Schule und *maison relais* die örtliche Situation überprüfen und entwickeln. Dabei soll der *PEP* sich an den oben genannten Bedürfnissen orientieren und auf die Umsetzung achten.

### Randzeiten

Aufgrund der Berufstätigkeit von Eltern besteht die Notwendigkeit eines Empfangs der Kinder vor Schulbeginn z.B. ab 7 Uhr, örtlich auch schon früher. Häufig übernimmt die *maison relais* diese Aufgaben, mancherorts auch die Schule. Wo dies nicht der Fall ist, sollen gemeinsame Lösungen angestrebt werden. Der *PEP* kann dafür entsprechende Regelungen entwickeln. Auch hier sollten in erster Linie die Bedürfnisse der Kinder im Mittelpunkt stehen. Die Zeit vor der Schule ist für die Kinder der Moment der Trennung von den Eltern, sie liegt zwischen Aufwachen und Beginn der Schulzeit. Die Atmosphäre während dieser Zeit sollte ruhig und beruhigend für die Kinder sein. Die Kinder sollten sich frei beschäftigen und sich zurückziehen können, wenn sie dies wünschen. Gegebenenfalls sollte ihnen ein Frühstück angeboten werden.

Auch sollten die Kinder am Abend vor dem nach Hause Gehen Gelegenheit bekommen, sich eigenständig zu beschäftigen und den Tag nach ihren Wünschen ausklingen zu lassen.

Bei der zeitlichen Organisation im *PEP* sollte auf eine verbindliche Zeitstruktur geachtet werden.

Die vorliegende Veröffentlichung und Arbeitshilfen zum *PEP* sind online verfügbar:

[www.men.lu](http://www.men.lu)

[www.mfi.public.lu](http://www.mfi.public.lu)



# Anhang

## **Règlement grand-ducal du 16 mars 2012 portant**

- a. exécution de l'article 16 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, relatif à l'encadrement périscolaire,**
- b. modification du règlement grand-ducal du 17 décembre 2010 concernant l'assurance accident dans le cadre de l'enseignement précoce, préscolaire, scolaire et universitaire.**

*Mém. A-59 du 28.3.2012, p. 666*

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, notamment l'article 16 ;

Notre Conseil d'État entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et de Notre Ministre de la Famille et de l'Intégration et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons :

### **Chapitre 1. Généralités**

Art. 1er. Chaque commune offre un encadrement périscolaire défini dans un plan d'encadrement périscolaire, ci-après désigné par l'abréviation « PEP ».

Ce PEP est établi annuellement et est lié à l'organisation scolaire.

Art. 2. Le PEP vise à développer une offre éducative de qualité accessible aux enfants fréquentant l'enseignement fondamental et à donner une réponse de qualité aux questions d'organisation du temps et de la vie familiale.

L'école et l'organisme socio-éducatif collaborent lors de l'élaboration et de la mise en œuvre du PEP, tout en tenant compte de leurs spécificités éducatives respectives.

Art. 3. Le PEP prévoit les prestations indispensables suivantes:

1. des activités assurant aux enfants l'accès aux ressources documentaires tel notamment l'accès à une bibliothèque voire une médiathèque, aux ressources culturelles tel notamment l'accès à des activités d'animation et d'initiation musicale et/ou artistique et l'accès aux ressources sportives tel notamment l'accès à des activités d'animation et d'initiation sportive, nécessaires à leur développement et à leur formation ;
2. des activités ayant pour objet les apprentissages sociaux, affectifs, cognitifs, linguistiques et psychomoteurs des enfants ;
3. les études surveillées consistant à offrir aux enfants un cadre favorable à l'exécution des devoirs à domicile de façon autonome, dans des conditions de calme avec une surveillance et un soutien minimal;
4. l'aide aux devoirs à domicile qui consiste à soutenir un enfant qui ne réussit pas à faire ses devoirs de façon autonome ; cette aide aux devoirs à domicile relève du champ d'application de l'enseignement fondamental et peut être prestée sous forme d'appui pédagogique ;

5. des moments de repos pour les enfants;
6. la restauration des enfants ;
7. l'accueil des enfants avant et après les heures de classe.

Art. 4. Afin d'assurer la cohérence et la continuité des activités d'encadrement proposées dans le cadre du PEP et de garantir la complémentarité avec les objectifs visés dans les plans de réussite scolaire et les concepts pédagogiques des organismes d'accueil socio-éducatif, l'interaction du personnel encadrant est assurée par :

1. l'organisation d'un échange régulier entre le président du comité d'école et le chargé de direction de l'organisme assurant l'accueil socio-éducatif ;
2. la participation régulière aux réunions des équipes de cycle de l'école fondamentale du site, d'un agent socio-pédagogique désigné par l'organisme assurant l'accueil socio-éducatif ;
3. la participation du personnel de l'organisme socio-éducatif à des activités parascolaires ;
4. la participation du personnel enseignant à des activités organisées en dehors de l'horaire scolaire;
5. l'organisation conjointe d'une réunion de présentation du PEP aux parents ;
6. la participation commune à des activités de formation continue.

## **Chapitre 2. Élaboration du PEP**

Art. 5. Chaque commune définit, en fonction des besoins constatés, un ou plusieurs sites sur lesquels sera offert un encadrement périscolaire.

Le site est une entité organisationnelle qui comprend au moins une école et une structure assurant l'accueil socio-éducatif agréée par le ministre ayant la Famille dans ses attributions.

Un PEP peut porter sur un ou plusieurs sites.

Art. 6. La commune, en concertation avec :

1. le président du comité d'école concerné, respectivement un représentant de l'école
2. le chargé de direction de l'organisme assurant l'accueil socio-éducatif, respectivement un représentant de l'organisme assurant l'accueil socio-éducatif

élabore le projet du plan d'encadrement périscolaire et assure le suivi du plan d'encadrement périscolaire en prenant soin d'optimiser l'utilisation des ressources budgétaires disponibles.

Sont associés dans la mesure du possible aux travaux, le personnel enseignant et socio-pédagogique, ainsi que les parents et les enfants.

En cas de besoin il peut être recouru à un ou plusieurs experts.

Art. 7. Le PEP tient compte des modalités d'organisation suivantes :

a. au niveau de la préparation :

1. du constat général des besoins de la population en encadrement périscolaire sur le territoire communal ou intercommunal eu égard à la situation spécifique locale;
2. de l'estimation du nombre d'enfants scolarisés susceptibles de bénéficier de l'encadrement périscolaire par âge, y compris du nombre de ceux ayant des besoins spécifiques ;
3. du relevé des propositions faites par des personnes physiques et/ou morales ayant pour objet des activités en rapport avec l'encadrement périscolaire;
4. du relevé des infrastructures pouvant servir à l'encadrement périscolaire.

b. au niveau de la planification

1. de l'accueil et de la surveillance des enfants pendant les périodes précédant ou suivant immédiatement les horaires scolaires;
2. du nombre et de la nature des activités proposées en fonction des modalités d'accueil, et, lorsqu'il s'agit d'activités physiques ou sportives, des conditions dans lesquelles celles-ci sont mises en œuvre;
3. de la nature des activités proposées, de la répartition des temps respectifs d'activité et de repos;
4. des modalités de fréquentation des enfants;
5. en cas de besoin, des mesures individualisées pour les enfants à besoins pédagogiques spécifiques résidant dans la commune et fréquentant une école publique autre que celle de la commune;
6. des horaires des activités proposées;
7. de la transition entre les différents sites où ont lieu les activités;
8. de la mise à disposition du personnel encadrant;
9. des ressources budgétaires disponibles pour sa mise en œuvre;
10. des dispositions prévues en matière de restauration scolaire;
11. des dispositions prises afin d'assurer la sécurité des enfants.

Le PEP distingue les offres relevant du champ d'application de l'enseignement fondamental et les offres relevant du champ d'application du chèque-service accueil.

Art. 8. Tout projet PEP est avisé par la commission scolaire communale avant d'être soumis au conseil communal pour adoption.

La commune transmet le PEP à la fois au ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions et au ministre ayant la Famille dans ses attributions aux fins prévues à l'article 9.

### **Chapitre 3. Coopération au niveau ministériel**

Art. 9. Il est institué une commission interministérielle ayant pour mission:

1. d'examiner les PEP arrêtés par les communes en vue d'en établir une synthèse ;
2. de faire part de ses propositions et recommandations aux ministres ayant l'Éducation nationale et la Famille dans leurs attributions, qui conviennent, le cas échéant des stratégies et des mesures à prendre au niveau national, selon leurs compétences respectives;
3. de présenter, de sa propre initiative, toutes suggestions et informations relatives à l'encadrement périscolaire.

Art. 10. La commission interministérielle est composée:

1. de trois délégués désignés par le ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions pour un mandat renouvelable de 4 ans;
2. de trois délégués désignés par le ministre ayant la Famille dans ses attributions pour un mandat renouvelable de 4 ans.

La commission peut s'adjoindre un ou plusieurs experts en cas de besoin.

La présidence est assurée en alternance, pour une durée de chaque fois deux années, par un représentant des ministres ayant l'Éducation nationale, respectivement la Famille dans leurs attributions. La commission se réunit sur initiative du ministre ou du président. Le président convoque la commission et fixe l'ordre du jour.

#### **Chapitre 4. Dispositions finales**

Art. 11. L'article 2 du règlement grand-ducal du 17 décembre 2010 concernant l'assurance accident dans le cadre de l'enseignement précoce, préscolaire, scolaire et universitaire est modifié comme suit

1. L'article 2 est complété par un point i) libellé comme suit :  
« i) l'ensemble des activités organisées dans l'encadrement périscolaire offert par la commune ou par le syndicat des communes en application de l'article 16 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental. »
2. La dernière phrase de l'article 2 est modifiée comme suit :  
« Pour les activités visées à l'alinéa précédent, l'assurance ne s'étend non seulement à l'activité elle-même, mais également au séjour éventuel, aux loisirs connexes à l'activité ainsi qu'aux trajets y relatifs.»

Art. 12. Par dérogation à l'article 1er et sans préjudice des prestations prévues à l'article 3 et des modalités de coopération prévues à l'article 4, les communes qui ne peuvent pas élaborer leur PEP pour la rentrée scolaire 2012-2013, sont tenues d'établir leur premier PEP pour la rentrée 2013-2014 au plus tard.

Art. 13. Le présent règlement grand-ducal entre en vigueur à la rentrée scolaire 2012-2013.

Art. 14. Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et Notre Ministre de la Famille et de l'Intégration sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Château de Berg, le 16 mars 2012.  
Henri

La Ministre de l'Éducation nationale  
et de la Formation professionnelle,  
Mady Delvaux-Stehres

La Ministre de la Famille et de l'Intégration,  
Marie-Josée Jacobs



**An der vorliegenden Publikation haben mitgearbeitet:**

Manuel Achten, Ministère de la Famille et de l'Intégration; Magali Bordang, Chargée de direction, *maison relais* Heffingen; Robi Brachmond, Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle; Marco Deepen, Conseiller de direction Elisabeth Kanner- a Jugendberäich; Laurent Deville, Syvicol; Diane Duhr, Inspectrice de l'enseignement fondamental; Claude Gleis, Chargé de direction, Structures d'accueil, Hespérange; Christiane Harpes, Conseiller de direction Elisabeth Kanner- a Jugendberäich; Jacques Kass, Instituteur, Président du comité d'école - Harlange, Guy Masselter, Inspecteur de l'enseignement fondamental; Ronny Mergen, Instituteur, Président du comité d'école, Hosingen; Joel Mischaux, Instituteur, Président du comité d'école Dudelange - Um Deich; Nadine Nosbusch, Chargée de direction, Foyer Scolaire Parc Hosingen; Serge Olmo, Chargé de direction, *maison relais*-Sanem; Dr. Manfred Schenk, Erziehungs-und sozialwissenschaftler, foreg Trier; Michael Schenk, Chargé de direction, *maison relais* " Un der Atert" Bissen; Claude Sevenig, SCRIPT-Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle; Luc Speller, Chargé de direction, *maison rlais* Bascharage; Marco Suman, Inspecteur de l'enseignement fondamental; Romain Zuang, Président du comité d'école Dudelange - Gaffelt et Préposé du service structures d'accueil;

© Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle  
29, rue Aldringen  
L-2926 Luxembourg

année édition: 2013

layout: MENFP, Coordination générale

isbn: 978-2-87995-099-0

<http://www.men.public.lu/>









LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Famille et de l'intégration



MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE  
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE  
Service de coordination de la recherche  
et de l'innovation pédagogiques et technologiques

# Plan d'Encadrement Périscolaire PEP

Règlement grand-ducal du 16 mars 2012





## *Wéi kouvum et zum PEP?*

### *... gesetlechen a politeschen Kader*

Ecole fondamentale : loi du 6 février 2009 – art. 16

Programme gouvernemental 2009

Projets de loi « enfance, jeunesse »

Expansion des « maisons relais » et du système des « chèques-service accueil (CSA) »

## Wéi koom et zum PEP?

### ...e puer Grondprinzipien



Wéi kënnen mir am Interessi vum Kand eng pädagogesch wäertvoll a komplett Bildungs- a Betreuungsoffer um lokalen Niveau opbauen? (-> *kandzentréiert Approche*)

Wéi kann eng strukturéiert Collaboratioun zwëschen allen Akteuren aus der Schoul, der Maison Relais an der Gemeng organiséiert ginn? (-> *Zesummenarbecht festegen; Vernetzung vu Ressourcen an Kompetenzen*)

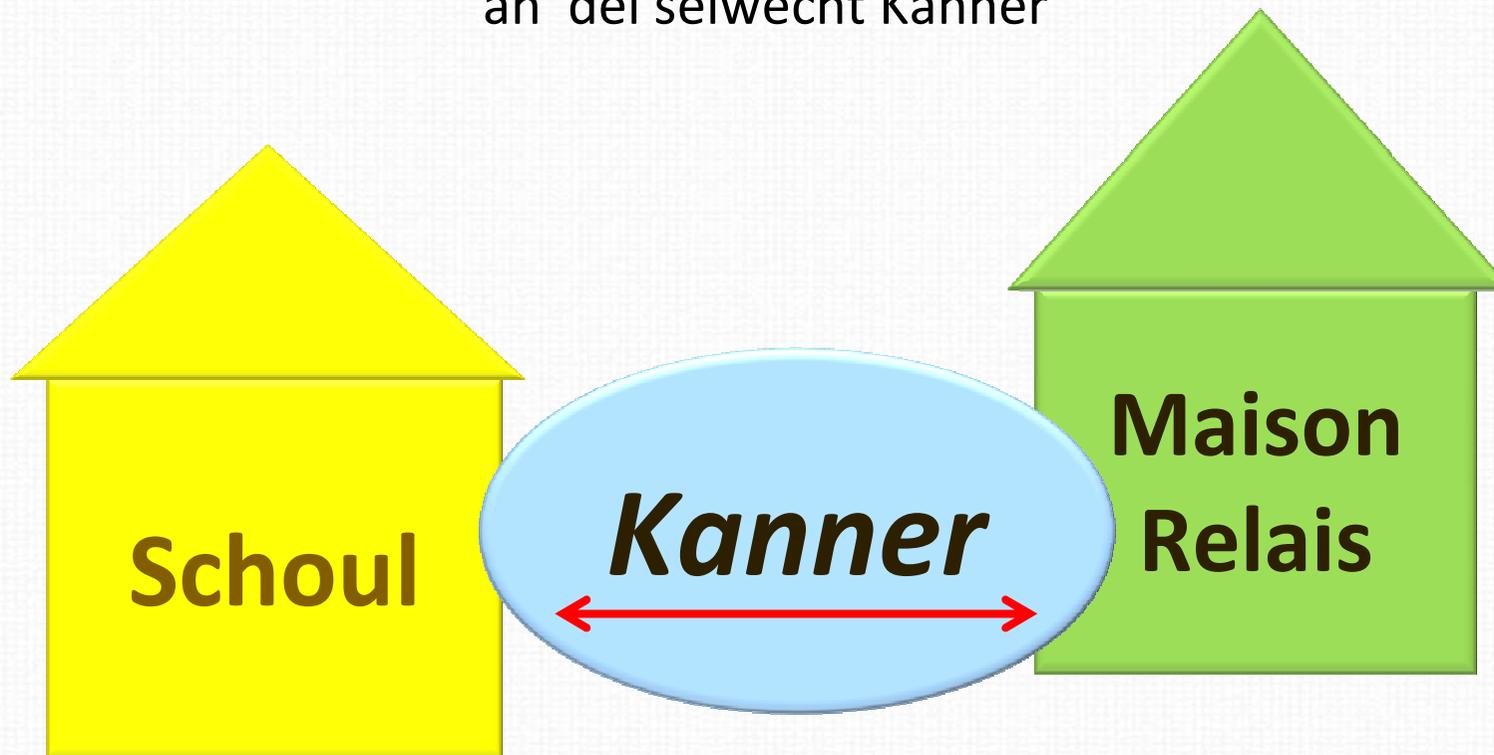
Wéi gesinn déi spezifesch infrastrukturell Bedingungen an dem Quartier, an der Gemeng aus? Wat sinn déi lokalpolitesch Zielsetzungen? Wéi geseit Veräinslieden aus? (-> *déi lokal Spezifizitéiten respektéieren: « Think global , act local » Dokumentéieren vun den Ressourcen* )

Wéi kënnen déi raimlech Infrastrukturen fir eng qualitativ héichwäerteg Bildung a Betreuung vun de Kanner optimal agesaat sinn? (-> *Dokumentéieren vum Bestand an Optimal Notzung vun den Ressourcen*)

# Waat ass e "Site" ?

Site = Eng Schoul + eng Maison Relais

an déi selwecht Kanner



# Bildung, Erziehung und Betreuung

*Wéi versti mir  
“Bildung”?*

*Firwaat huele mir  
“Zäit” als  
Strukturprinzip?*



# Definitioun vun den "Zäiten"

Stundenplan	Montag	Dienstag	Mittwoch	Donnerstag
von ... bis...				
von ... bis...				
von ... bis...				
von ... bis...				
von ... bis...				
von ... bis...				

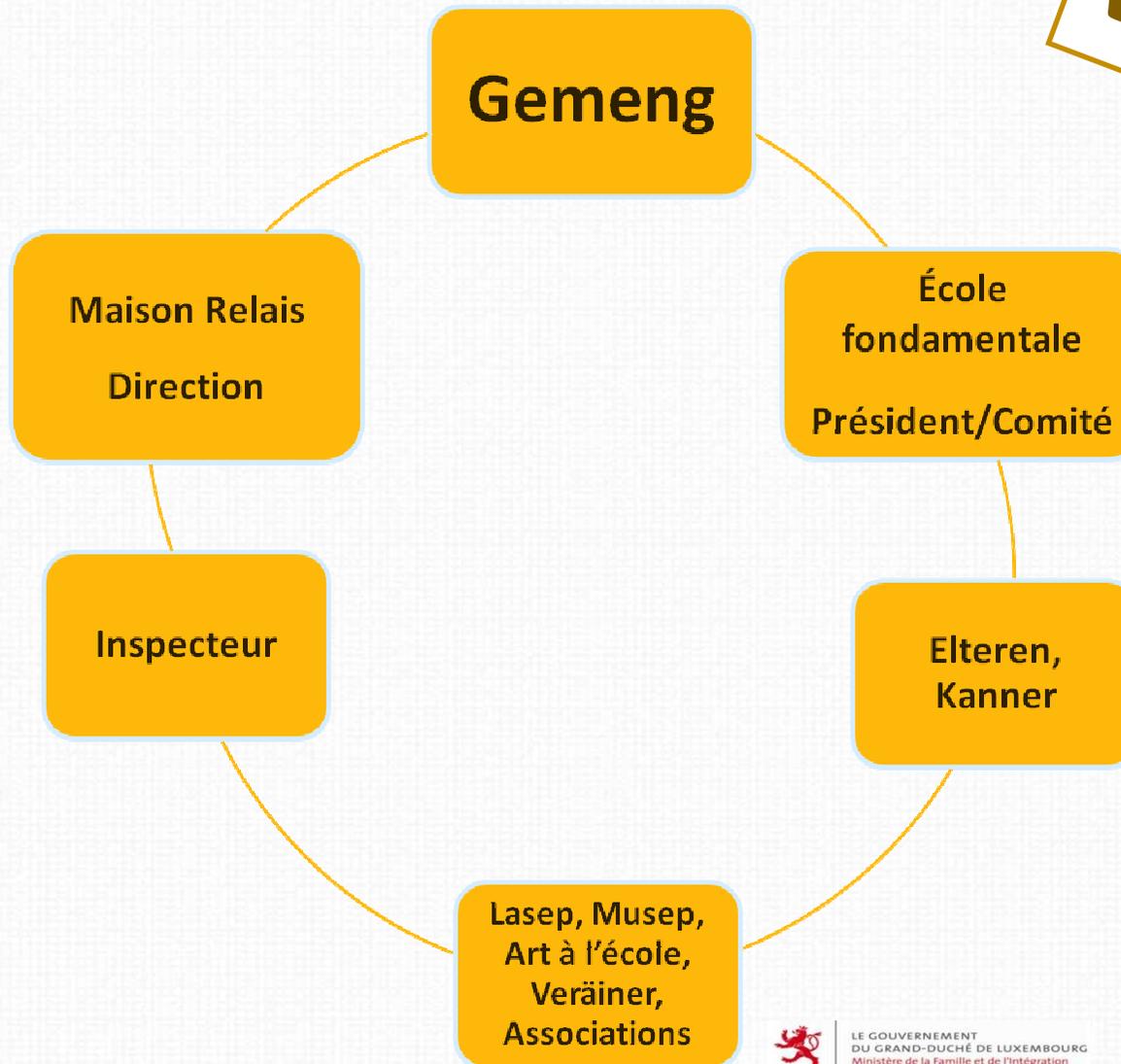
**Formal Bildungszeit**  
 Verantwortung : Schoul  
*gratis*

**Non-Formal Bildungszeit**  
 Verantwortung: Maison  
 Relais  
**Finanziell Participatioun  
 Elteren (CSA)**



# Entwëcklung vum PEP

**Ween?**



# *Entwëcklung vum PEP*

**Wéi?**

## **Bestandsopnam :**

- Waat sinn Besoins? Welch Offer besteet schons?
- Infrastrukturen déi kënnen zur Verfügung gestallt ginn: Wat ass méiglech?
- Wéi kann Collaboratioun konkret ausgesinn?



# Entwëcklung vum PEP

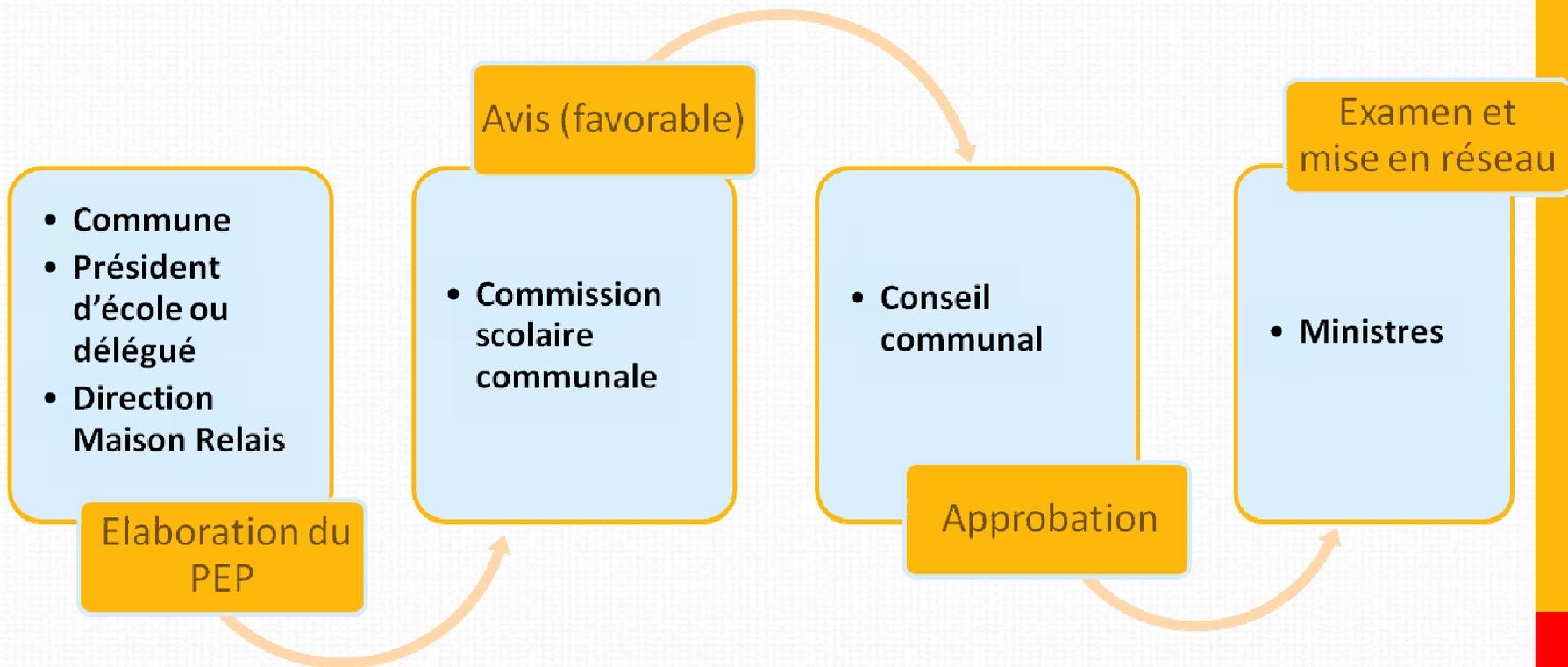
## Prestatiounen (RGD-PEP , art.3)

1. Zougang zu Dokumentatiounsquellen (Bibliothéik, Mediathéik etc...)
2. Bewegung, Sport
3. Hausaufgabenbetreuung an Hausaufgabenhëllef
4. Dagesoflaf
5. Mëttegiessen

**Wat ?**

# Entwëcklung vum PEP

Ween?



# *PEP - Modeller*

**PEP – Einstiegsversioun**

**PEP - verstärkt Zesummenaarbecht**

**PEP – pauschal Ganzdagsbetreiung**

**Dir huet  
d' Wiel**



# PEP **Einstiegsversion** 2013-2014

- Regulär Schoul an Betreuungszeiten
- Raimlech Trennung zwëschent Schoul a Maison Relais
- Personal vun Schoul a MR wierken ausschliesslech an hirem Beräich
- Während dem Schouljoer 2013-2014 treffen sech déi Responsabel fir ze kucken wéi se kënnen hir Offer weider entwéckelen



# PEP - Einstiegsversion

- PEP 2013-2014 – Geméng ... / Site ...

**Formal Bildungszeit**  
 Verantwortung : Schoul  
*gratis*

	Montag	Dienstag	Mittwoch	Donnerstag	Freitag	Samstag
von ... bis...	Empfang der Kinder	Empfang der Kinder	Empfang der Kinder	Empfang der Kinder	Empfang der Kinder	Empfang der Kinder
von ... bis...	Schule	Schule	Schule	Schule	Schule	Schule
von ... bis...	Mittagessen	Mittagessen	Mittagessen	Mittagessen	Mittagessen	Mittagessen
von ... bis...	Schule	Freizeitaktivitäten Hausaufgaben/ LASEP	Schule	Freizeitaktivitäten Hausaufgaben/ LASEP	Schule	Schule
von ... bis...	Freizeitaktivitäten/ Hausaufgaben/...	Freizeitaktivitäten/ Hausaufgaben/...	Freizeitaktivitäten/ Hausaufgaben/...	Freizeitaktivitäten/ Hausaufgaben/...	Freizeitaktivitäten/ Hausaufgaben/...	Freizeitaktivitäten/ Hausaufgaben/...

**Non-Formal Bildungszeit**  
 Verantwortung: Maison  
 Relais  
*Finanziell Particpatioun  
 Elteren (CSA)*

## **PEP - verstärkt Zusammenarbeit**

- Regulär Schoul- a Betreuungszeiten
- Gemeinsam Konzept
- Infrastrukturen vun Schoul, Maison Relais a Gemeng  
gi gemeinsam genutzt
- Personal vun Schoul a Maison Relais hun en  
regelméisseg a formaliséierten Echange
- Personal vun Schoul a Maison Relais kann an  
deem anere Beräich wierken



**PEP - Modeller**

**PEP - verstärkt  
Zusammenarbeit**

- PEP 2013-2014 / Site .... Gemeng ...

**Hausaufgabenh elpe an  
Appui fir all Kanner**  
  
Verantwortung : Schoul  
  
*gratis*

	Montag	Dienstag	Mittwoch	Donnerstag	Freitag	Samschdeg
von ... bis...	Empfang der Kinder	Empfang der Kinder	Empfang der Kinder	Empfang der Kinder	Empfang der Kinder	
von ... bis...	Schule	Schule	Schule	Schule		
von ... bis...	Mittagessen und Freizeit	Mittagessen und Freizeit	Mittagessen und Freizeit	Mittagessen und Freizeit		
von ... bis...	Schulzeit	Gemeinsame Eltern- und Freizeitateliers	Schulzeit	Freizeitaktivitäten		
von ... bis...	HH Freispiel Sport ..	HH& Freispiel Sport	HH* Freispiel Ateliers	HB, Spiel, Ateliers,	HH Freispiel	
von ... bis...	Freies Spiel	Freies Spiel	Freies Spiel	Freies Spiel	Freies Spiel	

**Hausaufgabenbetreuung**  
  
Verantwortung: Maison Relais  
  
**Finanziell Participatioun Eleren (CSA)**



## PEP – pauschal Ganztagsbetreuung

- Méiglech Erweiderung vun der “Präsenzzeit” vun de Kanner
- Pädagogesch Ganztagskonzept
- Rythmiséierung vum Dag, Léier a Fräizäit, Entspannungsaktivitéiten wiesselen sech of
- Eng Infrastruktur déi iwwert den Dag gemeinsam/multifonctionnel genotzt gëtt
- Personal vun Schoul a MR forméieren eng Équipe pédagogique
- Ënnerscheed zwëschent formaler a non-formaler Zäit ass fir d’Kanner net “spierbar”
- D’Elteren kënnen net verpflichtet ginn hiert Kanner an esou eng Struktur ze ginn – traditionnell Offer an der Geméng bleift bestoen



# PEP – pauschal Ganzdagsbetreuung

- Méiglech Erweiderung vun der “Präsenzzeit” vun de Kanner
- Pädagogesch Ganzdagskonzept
- Rythmiséierung vum Dag, Léier a Fräizäit, Entspannungsaktivitéiten wiesselen sech of
- Eng Infrastruktur déi iwwert den Dag gemeinsam/multifonctionnel genotzt gëtt
- Personal vun Schoul a MR forméieren eng Équipe pédagogique



## PEP – pauschal Ganzdagsbetreierung

- Ënnerscheed zwëschent formaler a non-formaler Zäit ass fir d’Kanner nët “spierbar”
- D’Elteren kënnen nët verpflichtet ginn hiert Kannt an esou eng Struktur ze ginn – traditionnel Offer an der Geméng bleiwt bestoen
- Eng « pauschal finanziell Partizipatioun » vun den Elteren (a Wiirken vum chèque-service accueil) fir déi non-formal Bildungszeit



# PEP pauschal Ganztagsbetreuung

Pauschal  
Ganztagsbetreuung

Horaire	Méindeg	Dënnschdeg	Mëttwoch	Donneschdeg	Freideg	Samschdeg
de ... à ...	Empfang der Kinder	Empfang der Kinder	Empfang der Kinder	Empfang der Kinder	Empfang der Kinder	
	Schule	Schule	Schule	Schule	Schule	
	Schule	Schule	Schule	Schule	Schule	
de ... à ...	Gemeinsames Mittagessen	Gemeinsames Mittagessen	Gemeinsames Mittagessen	Gemeinsames Mittagessen	Gemeinsames Mittagessen	
de ... à ...	Schule Werkstätte	Schule Werkstätte	Schule Werkstätte	Schule Werkstätte	Schule Werkstätte	
de ... à ...	HB/Freispiel/ Freizeit/Sport	HB/Freispiel/ Freizeit/Sport	HB/Freispiel/ Freizeit//Sport	HB/Freispiel/ Freizeit/Ausflüge	HB/Freispiel/ /Ausflüge/Sport	
de ... à ...	Freizeit/Ausklang des Tages	Freizeit/Ausklang des Tages	Freizeit/Ausklang des Tages	Freizeit/Ausklang des Tages	Freizeit/Ausklang des Tages	



# Merci !



[claude.sevenig@men.lu](mailto:claude.sevenig@men.lu)

[manuel.achten@fm.etat.lu](mailto:manuel.achten@fm.etat.lu)



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Famille et de l'intégration



MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE  
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE  
Service de coordination de la recherche  
et de l'innovation pédagogiques et technologiques

# Hausaufgabenbetreuung an Hausaufgabenhëllef am Kader vum PEP

1. Sollen am Kader vum PEP ënnert de Partner diskutéiert ginn

2. Hausaufgabenbetreuung (études surveillées)



**Verantwortung MR**

3. Hausaufgabenhëllef (aide aux devoirs à domicile)



**Verantwortung Schoul**



# Articles 16 et 17 Loi du 6 février 2009

**Art. 16.** Chaque commune offre un encadrement périscolaire suivant des modalités et des normes déterminées conjointement par le ministre, en ce qui concerne les activités d'apprentissage, d'animation culturelle et sportive, ainsi que par le ministre ayant la Famille dans ses attributions, en ce qui concerne l'accueil socio-éducatif.

L'encadrement périscolaire a pour mission d'assurer aux élèves l'accès aux ressources documentaires, culturelles et sportives nécessaires à leur développement et à leur formation, de les accompagner dans leurs apprentissages et de contribuer à leur développement affectif et social.

L'encadrement périscolaire est assuré par l'école et/ou par un organisme assurant l'accueil socioéducatif agréé par l'État.

L'école et l'organisme se concertent et collaborent pour mettre en oeuvre les aspects communs de leurs missions respectives.

Un règlement grand-ducal conjoint des ministres mentionnés ci-avant détermine les modalités d'organisation et précise les activités et les prestations indispensables à mettre en oeuvre par l'école et par l'organisme.

**Art. 17.** Les communes peuvent intégrer, dans le cadre d'une ou de plusieurs écoles, les activités d'encadrement périscolaire dans un horaire scolaire aménagé visant la mise en place de la journée continue, en alternant des séquences d'apprentissage scolaire et des séquences d'encadrement.